EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	40 fr.	60 fr.
	6 mois..	25 »	38 »
	3 mois..	15 »	22 »
France et Colonies	Un an..	50 »	75 »
	6 mois..	30 »	45 »
	3 mois..	18 »	28 »
Algérie	Un an..	40 »	60 »
	6 mois..	25 »	38 »
	3 mois..	15 »	22 »

Changement d'adresse : 2 francs

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou *édition partielle* : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

Le Gérant, **Lakhsener**, à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Empire chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 franc
Édition complète.....	1 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	La ligne de 27 lettres
	3 francs

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

Dahir du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) autorisant la vente d'un immeuble domanial (Chaoufa)	1303
Dahir du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) autorisant la vente d'un immeuble domanial (Mogador)	1204
Dahir du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) autorisant la vente d'un immeuble domanial (Fès)	1204
Dahir du 30 septembre 1932 (28 jourmada I 1351) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement du quartier industriel de Marrakech	1204
Dahir du 19 octobre 1932 (18 jourmada II 1351) approuvant un contrat signé à Rabat, le 16 octobre 1932, entre le Gouvernement chérifien et la Banque d'Etat du Maroc	1205
Arrêté viziriel du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) portant reconnaissance de la piste desservant l'usine électrique de Meknès, et fixant sa largeur	1205
Arrêté viziriel du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) autorisant l'appréhension par le bit el mal marocain des successions en déshérence des musulmans algériens et tunisiens, non citoyens français, décédés au Maroc..	1205
Arrêté viziriel du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène de commerce et d'industrie de Casablanca	1205
Arrêté viziriel du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) portant nomination des membres de la section indigène d'agriculture de Casablanca	1206
Arrêté viziriel du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène de commerce et d'industrie de Rabat	1206
Arrêté viziriel du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène d'agriculture de Rabat et du Rharb	1206
Arrêté viziriel du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) modifiant la composition de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Taza, et portant nomination des membres de ladite section	1207
Arrêté viziriel du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Marrakech	1207
Arrêté viziriel du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture d'Oujda.	1207
Dahir du 31 août 1932 (28 rebia II 1351) portant modification au dahir du 6 octobre 1926 (28 rebia I 1345) sur le recouvrement des créances municipales	1198
Arrêté viziriel du 31 août 1932 (28 rebia II 1351) portant modification à l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919 (8 rebia II 1337) portant règlement sur la comptabilité municipale	1198
Dahir du 14 septembre 1932 (12 jourmada I 1351) modifiant le dahir du 20 juin 1930 (22 moharrem 1349) portant création de taxes intérieures de consommation et relèvement de certaines taxes existantes	1199
Dahir du 14 septembre 1932 (12 jourmada I 1351) concernant les mesures de police applicables aux navires étrangers séjournant ou circulant dans les eaux territoriales de la zone française de l'Empire chérifien	1199
Dahir du 17 septembre 1932 (15 jourmada I 1351) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement du quartier Ben Sliman, à Casablanca	1200
Dahir du 21 septembre 1932 (19 jourmada I 1351) complétant le dahir du 15 avril 1927 (12 chaoual 1345) relatif à l'imputation, dans la zone française de l'Empire chérifien, des droits de timbre et d'enregistrement perçus dans la zone de Tanger	1200
Dahir du 21 septembre 1932 (19 jourmada I 1351) portant approbation des nouveaux statuts de l'association dite « Société fraternelle de secours mutuels et Orphelinat du personnel de la police chérifienne »	1200
Dahir du 23 septembre 1932 (21 jourmada I 1351) autorisant la ville de Fédhala à contracter auprès du Crédit foncier de France un emprunt à long terme de un million deux cent mille francs (1.200.000 fr.)	1201
Dahir du 23 septembre 1932 (21 jourmada I 1351) modifiant et complétant l'annexe III du dahir du 31 mars 1919 (28 jourmada II 1337) formant règlement sur la pêche maritime	1201
Dahir du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) autorisant la location avec promesse conditionnelle de vente de six parcelles de terrain domanial (Chaoufa)	1202
Dahirs du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) instituant des permis d'exploitation de mines au profit de la Compagnie française des pétroles du Maroc	1202

Arrêté viziriel du 28 septembre 1932 (26 jourmada I 1351) modifiant la composition de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Fès, et portant nomination des membres de ladite section	1208
Arrêté viziriel du 30 septembre 1932 (28 jourmada I 1351) renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Safi	1208
Arrêté viziriel du 30 septembre 1932 (28 jourmada I 1351) renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Mazagan	1208
Arrêté viziriel du 30 septembre 1932 (28 jourmada I 1351) renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Meknès	1209
Arrêté viziriel du 1 ^{er} octobre 1932 (29 jourmada I 1351) portant modification des tarifs postaux dans les régimes intérieurs franco-marocain et intercolonial	1209
Arrêté viziriel du 2 octobre 1932 (1 ^{er} jourmada II 1351) réglementant l'exercice de la pêche dans la lagune de Sidi Moussa (Doukkala)	1210
Arrêté viziriel du 7 octobre 1932 (6 jourmada II 1351) portant résiliation de la vente d'un lot de colonisation (Chaouta)	1210
Arrêté viziriel du 8 octobre 1932 (7 jourmada II 1351) portant résiliation de la vente de lots de colonisation (Fès)	1211
Arrêté viziriel du 8 octobre 1932 (7 jourmada II 1351) autorisant le prélèvement d'une somme de cinq cent soixante-sept mille francs (567.000 fr.) sur le fonds d'emprunt 1932-1938, en vue de l'acquisition de parcelles de terrain destinées au rajustement de lots de colonisation	1211
Arrêté viziriel du 10 octobre 1932 (9 jourmada II 1351) portant résiliation de la vente d'un lot de colonisation (Mogador)	1212
Arrêté viziriel du 10 octobre 1932 (9 jourmada II 1351) portant résiliation de la vente de lots de colonisation (Marrakech)	1212
Arrêté viziriel du 10 octobre 1932 (9 jourmada II 1351) portant résiliation de la vente de lots de colonisation (Taza)	1212
Arrêté viziriel du 12 octobre 1932 (10 jourmada II 1351) modifiant l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) portant organisation du personnel de la direction de l'enseignement	1213
Arrêté du directeur général des travaux publics portant limitation de la vitesse des véhicules sur la route n° 14 (de Salé à Meknès) entre les P.K. 53,586 et 54,460	1214
Création d'un poste de magistrat des juridictions françaises	1214
Autorisations d'associations	1214
Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	1214
Classement dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes	1216
Résultats des concours des 3, 4 et 5 octobre 1932 du cadre administratif particulier des municipalités	1216
Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1025, du 17 juin 1932, page 697	1216
Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1037, du 9 septembre 1932, page 1057	1217
Extrait du « Journal officiel » de la République française, en date du 7 octobre 1932, page 10834. — Décret fixant la quantité de liège brut de l'Empire chérifien à admettre en franchise en France et en Algérie	1217
Extrait du « Journal officiel » de la République française, en date du 13 octobre 1932, page 10986. — Décret modifiant le décret du 16 avril 1917 portant règlement sur la comptabilité publique du Protectorat français au Maroc	1217

PARTIE NON OFFICIELLE

Liste des véhicules automobiles immatriculés pendant le troisième trimestre 1932 classés par centres d'immatriculation et par marques	1220
Avis de mise en recouvrement des rôles des patentes et taxe d'habitation, des patentes, de la taxe d'habitation, de la taxe urbaine, des prestations, du tertib et prestations et du tertib dans diverses localités	1221
Statistique des opérations de placement pendant la semaine du 8 au 9 octobre 1932	1225
Renseignements statistiques hebdomadaires des chemins de fer	1227

DAHIR DU 31 AOUT 1932 (28 rebia II 1351)
portant modification au dahir du 6 octobre 1926
(28 rebia I 1345) sur le recouvrement des créances
municipales.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 6 octobre 1926 (28 rebia I 1345) sur le recouvrement des créances municipales,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 du dahir susvisé du 6 octobre 1926 (28 rebia I 1345) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 5. — La perception de toutes les créances municipales pour lesquelles la réglementation existante n'a pas prescrit un mode spécial de recouvrement, s'effectue en vertu d'états de produits dressés par le chef des services municipaux. Ces états sont exécutoires après visa du chef du service de l'administration municipale ou, sur délégation, du chef de région qui, en cas d'absence ou d'empêchement, peut, par simple décision, subdéléguer ses attributions à un adjoint.

« Le visa doit être donné dans les huit jours qui suivent le dépôt des états. En cas de refus de visa par les autorités ci-dessus indiquées, celui-ci peut être donné par le secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances. »

ART. 2. — La dénomination de « directeur du service des contrôles civils et du contrôle des municipalités », figurant au deuxième alinéa de l'article 10 du dahir précité du 6 octobre 1926 (28 rebia I 1345), est remplacée par la dénomination de « chef du service de l'administration municipale ».

Fait à Bordeaux, le 28 rebia II 1351,
(31 août 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 31 AOUT 1932
(28 rebia II 1351)

portant modification à l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919
(3 rebia II 1337) portant règlement sur la comptabilité
municipale.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919 (3 rebia II 1337) portant règlement sur la comptabilité municipale, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 22 de l'arrêté viziriel susvisé du 4 janvier 1919 (3 rebia II 1337) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 22. — La perception de toutes les créances municipales pour lesquelles la réglementation existante n'a pas prescrit un mode spécial de recouvrement, s'effectue en vertu d'états de produits dressés par le chef des services municipaux. Ces états sont exécutoires après visa du chef du service de l'administration municipale ou, sur délégation, du chef de région qui, en cas d'absence ou d'empêchement, peut, par simple décision, subdéléguer ses attributions à un adjoint.

« Le visa doit être donné dans les huit jours qui suivent le dépôt des états. En cas de refus de visa par les autorités ci-dessus indiquées, celui-ci peut être donné par le secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances. »

ART. 2. — La dénomination de « chef du service du contrôle des municipalités », mentionnée aux articles 22, 23 (1^{er} et 4^e alinéas), 31 (2^e alinéa), 42 (8^e paragraphe), 45, 54 (1^{er} alinéa) et 25 (de l'annexe) à l'arrêté viziriel précité du 4 janvier 1919 (3 rebia II 1337), est remplacée par la dénomination de « chef du service de l'administration municipale ».

Fait à Rabat, le 28 rebia II 1351,
(31 août 1932).

MOHAMED RONDA.

Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

DAHIR DU 14 SEPTEMBRE 1932 (12 jourmada I 1351)
modifiant le dahir du 20 juin 1930 (22 moharrem 1349) portant création de taxes intérieures de consommation et relèvement de certaines taxes existantes.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 20 juin 1930 (22 moharrem 1349) portant création de taxes intérieures de consommation et relèvement de certaines taxes existantes, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le deuxième paragraphe de l'article 4 du dahir susvisé du 20 juin 1930 (22 moharrem 1349) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 4. —

« 2^e a) Un droit de vingt francs par cent kilos nets sur les huiles minérales de graissage ;

« b) Un droit de quinze francs par cent kilos nets sur les produits consistants de graissage fabriqués avec ces mêmes huiles. »

« »

Fait à Paris, le 12 jourmada I 1351,
(14 septembre 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

DAHIR DU 14 SEPTEMBRE 1932 (12 jourmada I 1351)
concernant les mesures de police applicables aux navires étrangers séjournant ou circulant dans les eaux territoriales de la zone française de l'Empire chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Indépendamment des prescriptions générales qui peuvent être édictées en ce qui concerne la circulation et le séjour des navires dans les eaux territoriales de la zone française de l'Empire chérifien, les bateaux étrangers sont tenus de se conformer aux règles de police suivantes, quand ils circulent ou se trouvent mouillés à l'intérieur des limites de ces eaux.

ART. 2. — Ils doivent porter des marques (nom, numéros, lettres indicatrices, etc.) permettant de reconnaître extérieurement leur individualité. Ces marques ne peuvent être ni couvertes, ni effacées, ni altérées.

ART. 3. — Ils doivent être pourvus de pièces officielles délivrées par les autorités compétentes de leur pays, attestant leur nationalité, justifiant leurs marques extérieures et indiquant les noms de leurs propriétaires et de leur capitaine ou patron. Ces pièces doivent être exhibées à première réquisition des agents chargés de la police de la navigation et de la pêche maritimes.

ART. 4. — De nuit, ils sont obligés de porter les feux qui sont réglementaires à bord des bâtiments armés sous pavillon chérifien.

ART. 5. — Il est interdit aux navires étrangers de toute catégorie et, particulièrement, aux bateaux de pêche de gêner la navigation à l'entrée des ports et des rades, ainsi que les opérations des services publics et les opérations de pêche des navires chérifiens. En conséquence, ils sont tenus de déférer à l'injonction de se retirer qui peut leur être faite par les autorités chérifiennes.

ART. 6. — Les infractions au présent dahir sont constatées par les agents chargés de la police de la navigation et de la pêche maritimes ; elles sont punies d'une amende de 16 francs au moins et de 500 francs au plus, sans préjudice de la retenue du bateau.

Les poursuites sont portées devant le tribunal de police correctionnelle dans le ressort duquel est situé le port où les contrevenants ont été conduits.

*Fait à Paris, le 12 jourmada I 1351,
(14 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 17 SEPTEMBRE 1932 (15 jourmada I 1351)
approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications
apportées aux plan et règlement d'aménagement du quar-
tier Ben Sliman, à Casablanca.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 jourmada I 1332)
relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'exten-
sion des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui
l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur
le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou
complété ;

Vu le dahir du 17 juin 1916 (15 chaabane 1334) approu-
vant et déclarant d'utilité publique le plan d'aménagement
du quartier Ben Slimane, à Casablanca, et les dahirs qui
l'ont modifié ou complété ;

Vu les résultats de l'enquête de *commodo et incommodo*
d'un mois, ouverte du 5 décembre 1931 au 5 janvier 1932
aux services municipaux de Casablanca ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protec-
torat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées et déclarées
d'utilité publique les modifications apportées aux plan
et règlement d'aménagement du quartier Ben Sliman, à
Casablanca, telles qu'elles sont indiquées aux plan et règle-
ment annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Casablanca
sont chargées de l'exécution du présent dahir.

*Fait à Paris, le 15 jourmada I 1351,
(17 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 21 SEPTEMBRE 1932 (19 jourmada I 1351)
complétant le dahir du 15 avril 1927 (12 chaoual 1345) relatif
à l'imputation, dans la zone française de l'Empire chéri-
fien, des droits de timbre et d'enregistrement perçus dans
la zone de Tanger.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1^{er} du dahir du 15 avril
1927 (12 chaoual 1345) relatif à l'imputation, dans la zone
française de l'Empire chérifien, des droits de timbre et
d'enregistrement perçus dans la zone de Tanger, est com-
plété ainsi qu'il suit :

« Article premier. —

« Il en sera de même des droits d'enregistrement exi-
gibles sur les obligations et mainlevées hypothécaires et
« les baux d'immeubles, payables également dans le pays
« de la situation des biens. »

*Fait à Paris, le 19 jourmada I 1351,
(21 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 21 SEPTEMBRE 1932 (19 jourmada I 1351)
portant approbation des nouveaux statuts de l'association
dite « Société fraternelle de secours mutuels et Orphelinat
du personnel de la police chérifienne ».

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 24 mai 1914 (28 jourmada II 1332) sur
les associations, modifié par le dahir du 31 janvier 1922
(2 jourmada II 1340) ;

Vu le dahir du 14 janvier 1928 (20 rejeb 1346) recon-
naissant d'utilité publique l'association dite « Société fra-
ternelle de secours mutuels et Orphelinat du personnel de
la police chérifienne » ;

Vu la demande formée par cette association, en vue
d'obtenir l'approbation des modifications apportées à ses
statuts ;

Vu les résultats de l'enquête administrative à laquelle
il a été procédé,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les modifications apportées aux statuts de l'association dite « Société fraternelle de secours mutuels et Orphelinat du personnel de la police chérifienne », dont le siège est à Rabat, telles qu'elles sont annexées à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Cette autorisation n'implique ni approbation ni contrôle de l'administration en ce qui concerne les obligations contractées par ladite association envers ses adhérents.

ART. 3. — Le secrétaire général du Protectorat est chargé de l'exécution du présent dahir.

*Fait à Paris, le 19 jourmada I 1351,
(21 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 23 SEPTEMBRE 1932 (21 jourmada I 1351)
autorisant la ville de Fédhala à contracter auprès du Crédit foncier de France un emprunt à long terme de un million deux cent mille francs (1.200.000 fr.).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — La ville de Fédhala est autorisée à contracter auprès du Crédit foncier de France, un emprunt à long terme de un million deux cent mille francs (1.200.000 fr.) remboursable en vingt ans.

Le taux de l'intérêt est fixé à 5,35 % l'an.

ART. 2. — Le service de cet emprunt sera gagé (intérêts, amortissement et, le cas échéant, intérêts de retard) sur le produit des droits de porte et des droits de marchés par préférence et antériorité à tous autres créanciers.

ART. 3. — En cas d'insuffisance du produit des droits de porte et des droits de marchés, il sera accordé au Crédit foncier, sur sa demande, un gage spécial complémentaire assurant le service régulier des annuités.

ART. 4. — Le Gouvernement chérifien garantit le paiement des annuités et, le cas échéant, des intérêts de retard, au cas où, par modification du dahir du 20 avril 1917 (27 jourmada II 1335), les droits de porte cesseraient d'être intégralement perçus au profit des municipalités des ports marocains, pour être appliqués au service de l'emprunt de 1910. Cette garantie jouera dans la mesure des prélèvements sur ces droits pour le service du dit emprunt.

ART. 5. — Les conditions de réalisation et de remboursement de cet emprunt feront l'objet, entre les parties contractantes, d'une convention qui devra se référer au présent dahir et être approuvée par le Grand Vizir.

ART. 6. — Cette convention sera exonérée des droits de timbre et d'enregistrement.

*Fait à Marseille, le 21 jourmada I 1351,
(23 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 23 SEPTEMBRE 1932 (21 jourmada I 1351)
modifiant et complétant l'annexe III du dahir du 31 mars 1919 (28 jourmada II 1337) formant règlement sur la pêche maritime.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 41 de l'annexe III du dahir du 31 mars 1919 (28 jourmada II 1337) formant règlement sur la pêche maritime, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 41. — Le tribunal prononce la confiscation
« des poissons et coquillages de taille non réglementaire
« ou pêchés en contravention, qui auront été saisis ; ces
« poissons et coquillages sont distribués à des établisse-
« ments hospitaliers ou de bienfaisance, ou rejetés à la
« mer. »

ART. 2. — L'annexe III du dahir précité du 31 mars 1919 (28 jourmada II 1337) est complétée par les articles 42 bis, 42 ter, et par un titre X, intitulé « De la transaction », ainsi conçus :

« Article 42 bis. — Les bateaux de toutes nationalités,
« dont les capitaines ou patrons sont convaincus d'avoir
« contrevenu aux dispositions du présent règlement, et,
« notamment, à celles de l'article 18 ci-dessus, pourront
« être conduits dans le port de la zone française le plus
« rapproché.

« L'officier ou l'agent qui a conduit ou fait conduire
« les bateaux contrevenants dans un port de la zone fran-
« çaise, les consigne aussitôt entre les mains du représentant
« de l'administration maritime.

« Celui-ci peut, si la gravité du délit le comporte et
« sans préjudice des mesures de droit commun, retenir au
« port les bateaux contrevenants ; toutefois, les bateaux
« pour lesquels il a été constitué un cautionnement jugé

« suffisant pour garantir l'exécution des condamnations
« et, s'il y a lieu, le paiement des droits de licence, peuvent
« être autorisés par lui à quitter le port.

« En cas de condamnation définitive et non exécutée,
« le cautionnement est acquis au Trésor, déduction faite
« des frais et des réparations civiles.

« Pour assurer l'exécution de sa décision, le représen-
« tant de l'administration maritime peut requérir les auto-
« rités du port de s'opposer à la libre sortie des bateaux ou
« ordonner lui-même les mesures matérielles nécessaires
« pour en empêcher le départ. »

« Article 42 ter. — Quand le tribunal a statué, si les
« condamnés n'acquittent pas l'amende et les frais, les
« bateaux sont retenus jusqu'à entier paiement ou pendant
« un laps de temps qui ne peut dépasser trois mois pour
« la première contravention et six mois en cas de récidive.

« Si les condamnés interjettent appel ou font opposi-
« tion, il peuvent obtenir la libre sortie des bateaux en
« consignat le montant de la condamnation et de tous les
« frais. »

« TITRE DIXIEME

« De la transaction

« Article 45. — Il peut être transigé pour la répression
« des délits et contraventions prévus et punis par le pré-
« sent règlement.

« Après jugement, la transaction ne peut porter que
« sur les condamnations pécuniaires et réparations civiles.

« En aucun cas, le montant de la transaction ne peut
« être inférieur au chiffre minimum de l'amende appli-
« cable. »

« Article 46. — Le droit de transiger est exercé :

« 1° Par le chef du service de la marine marchande,
« lorsque les condamnations encourues ou prononcées, y
« compris les réparations civiles, ne s'élèvent pas au-dessus
« de 3.000 francs ;

« 2° Par le directeur général des travaux publics, lors-
« que les condamnations sont supérieures à ce chiffre. »

*Fait à Marseille, le 21 jourmada I 1351,
(23 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 28 SEPTEMBRE 1932 (26 jourmada I 1351)
autorisant la location avec promesse conditionnelle de vente
de six parcelles de terrain domanial (Chaouia).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la location pour
une durée de dix ans, avec promesse conditionnelle de vente

et faculté de réalisation à l'expiration d'un délai de cinq
ans, des parcelles de terrain domanial ci-après désignées :

1° « Bled el Mers » (Sidi Hadi), d'une superficie de
trente-huit hectares cinquante-cinq ares (38 ha. 55 a.) ;

2° « Beni Abbaz Feddan el Kouch », d'une superficie
de trente-six hectares trente-cinq ares (36 ha. 35 a.) ;

3° « Chabet Dada », d'une superficie de vingt-quatre
hectares soixante-dix ares (24 ha. 70 a.) ;

4° « El Aouija », d'une superficie de vingt-trois hectares
quarante ares (23 ha. 40 a.) ;

5° « Bled Serij », d'une superficie de quatre-vingt-cinq
ares (85 a.).

ART. 2. — Cette location est consentie moyennant un
loyer annuel de trois mille neuf cent soixante francs
(3.960 fr.), et la vente sera effectuée au prix de soixante-six
mille francs (66.000 fr.), après un procès-verbal compor-
tant avis d'une commission spéciale.

ART. 3. — Le contrat de location et l'acte de vente
devront se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 28 SEPTEMBRE 1932 (26 jourmada I 1351)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Compagnie française des pétroles du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux
publics,

Vu :

La demande déposée, le 12 janvier 1932, par la Compa-
gnie française des pétroles du Maroc, dont le siège social
est à Paris, 10, rue de Calais, et enregistrée sous le n° 168,
à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de
1^{re} catégorie ;

Le permis de recherche n° 1436, en vertu duquel la
demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives
produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du
20 mai 1932, ordonnant la mise à l'enquête publique du
1^{er} juin 1932 au 31 juillet 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 27 mai 1932, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 10 juin et 15 juillet 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rharb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rharb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Compagnie française des pétroles du Maroc, sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout S^t Kassem b. Djemil (carte de Ouezzane (E) au 1/200.000^e).

Définition du centre par rapport au repère : 2.500 m. N. et 1.700 m. O.

Longueur des côtés : N. S. 4.000 mètres, E. O. 1.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 28 SEPTEMBRE 1932 (26 jourmada I 1351)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Compagnie française des pétroles du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,

Vu :

La demande déposée, le 12 janvier 1932, par la Compagnie française des pétroles du Maroc, dont le siège social est à Paris, 10, rue de Calais, et enregistrée sous le n° 169, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 1437, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 20 mai 1932, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} juin 1932 au 31 juillet 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 27 mai 1932, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 10 juin et 15 juillet 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rharb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rharb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Compagnie française des pétroles du Maroc, sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout S^t Kassem b. Djemil (carte de Ouezzane (E) au 1/200.000^e).

Définition du centre par rapport au repère : 1.500 m. S. et 250 m. E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 28 SEPTEMBRE 1932 (26 jourmada I 1351)
autorisant la vente d'un immeuble domanial (Chaouïa).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à Mohamed ben Ahmed et Bouali ben Ahmed de la moitié de l'immeuble domanial dit « Bled Louya », inscrit sous le n° 42 au sommier de consistance des biens domaniaux des Zenata (Chaouïa), d'une superficie approximative de vingt et un hectares soixante-douze ares cinquante centiares (21 ha. 72 a. 50 ca.), au prix de mille francs (1.000 fr.) l'hectare.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 28 SEPTEMBRE 1932 (26 jourmada I 1351)
autorisant la vente d'un immeuble domanial (Mogador).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à Si Mohamed bel Maati Dhimi, M'Hamed bel Maati Dhimi, Abdesselem ben Djilali Dhimi et Lhassen ben Dahmane ben Djilali Dhimi de l'immeuble domanial dit « Djenan Dhime-nat », inscrit sous le n° 929 R. au sommier de consistance des biens domaniaux de Mogador, sis dans la tribu des Hanchen, fraction des Takat (Mogador), au prix de six cents francs (600 fr.).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 28 SEPTEMBRE 1932 (26 jourmada I 1351)
autorisant la vente d'un immeuble domanial (Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, par voie d'adjudication aux enchères publiques et sur mise à prix de deux cent quinze mille francs (215.000 fr.), la vente d'un immeuble domanial constitué par l'ancien lot de colonisation « El Hericha n° 3 » (Fès).

ART. 2. — Le montant du prix de vente sera payable en un seul terme dans un délai de quinze jours.

ART. 3. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 30 SEPTEMBRE 1932 (28 jourmada I 1351)
approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement du quartier industriel de Marrakech.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 jourmada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar I 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 2 février 1924 (26 jourmada II 1342) autorisant la création d'un lotissement industriel à Marrakech ;

Vu le dahir du 15 juillet 1926 (4 moharrem 1345) approuvant et déclarant d'utilité publique les nouveaux plan et règlement d'aménagement des quartiers de la ville européenne de Marrakech ;

Vu le dahir du 1^{er} septembre 1928 (16 rebia I 1347) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement du quartier industriel de Marrakech ;

Vu les résultats de l'enquête de *commodo et incommodo* d'un mois, ouverte du 1^{er} au 30 juin 1932, aux services municipaux de Marrakech ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées et déclarées d'utilité publique les modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement du quartier industriel de Marrakech, telles qu'elles sont indiquées sur les plan et règlement annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités municipales de la ville de Marrakech sont chargées de l'exécution du présent dahir.

*Fait à Rabat, le 28 jourmada I 1351,
(30 septembre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 19 OCTOBRE 1932 (18 jourmada II 1351)
approuvant le contrat signé à Rabat, le 16 octobre 1932,
entre le Gouvernement chérifien et la Banque d'Etat
du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le contrat conclu à
Rabat, le 16 octobre 1932, entre M. Branly, directeur gé-
néral des finances du Maroc, et M. Desoubry, directeur général
de la Banque d'Etat du Maroc, pour régler les conditions
d'un emprunt public chérifien de un milliard de francs
nominal effectué par les soins de la Banque d'Etat du
Maroc.

ART. 2. — Sont exemptées de la formalité et du droit
de timbre les obligations qui seront émises en exécution des
dispositions du contrat ci-dessus approuvé.

Fait à Rabat, le 19 octobre 1932,
(18 jourmada II 1351).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 octobre 1932.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 SEPTEMBRE 1932

(26 jourmada I 1351)

portant reconnaissance de la piste desservant
l'usine électrique de Meknès, et fixant sa largeur.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 jourmada I 1332)
relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'exten-
sion des villes, servitudes et taxes de voirie ;

Sur la proposition du directeur général des travaux
publics, après avis de l'autorité administrative de contrôle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est reconnue comme dépendance
du domaine public, avec une largeur d'emprise de dix
(10) mètres, la piste reliant l'usine électrique de Meknès à
la piste de Meknès à Falah Guezzara, telle qu'elle est figu-
rée par un trait rouge sur l'extrait de carte au 1/10.000^e
annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics
est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 SEPTEMBRE 1932

(26 jourmada I 1351)

autorisant l'appréhension par le bit el mal marocain des
successions en déshérence des musulmans algériens et tu-
nisiens, non citoyens français, décédés au Maroc.

LE GRAND VIZIR,

Considérant que les successions en déshérence des mu-
sulmans marocains décédant en Algérie et en Tunisie sont
appréhendées par les bit el mal algérien et tunisien ;

Considérant que, par réciprocité, les successions en
déshérence des musulmans algériens ou tunisiens, non
citoyens français, décédés au Maroc, doivent être appré-
hendées par notre bit el mal ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les successions en déshérence des
musulmans algériens et tunisiens, non citoyens français,
décédés au Maroc, sont appréhendées par le bit el mal maro-
cain dans les formes ordinaires et par l'intermédiaire des
bou mouareths de l'Empire.

Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 SEPTEMBRE 1932

(26 jourmada I 1351)

renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène
de commerce et d'industrie de Casablanca.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 janvier 1919 (17 rebia II 1337) por-
tant constitution de sections indigènes de commerce, d'in-
dustrie et d'agriculture, et les dahirs qui l'ont modifié ou
complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 février 1919 (4 jourmada I 1337)
fixant le nombre des membres de la section indigène de
commerce et d'industrie de Casablanca,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont renouvelés jusqu'au 30 sep-
tembre 1933, sous réserve des dispositions de l'article 2
ci-dessous, les pouvoirs des membres de la section indigène
de commerce et d'industrie de Casablanca, nommés par
l'arrêté viziriel du 10 octobre 1931 (27 jourmada I 1350).

ART. 2. — Sont nommés membres de la section indigène
de commerce et d'industrie de Casablanca, les notables dont
les noms suivent :

El Hadj Ouadoudi, en remplacement de Mohamed ben
Mohamed Berrado ;

El Hadj Abdesslem Bou Mehdi, en remplacement de
El Hadj Mohamed ben Mohamed Bennis ;

El Hadj Mohamed ould el Hadj Maarouf, en remplace-
ment de Abdelmajid ben Taleb Bennis ;

El Hadj Ahmed Zemmouri, en remplacement de Moulay
Ahmed el Yacoubi ;

Ahmed ben Saïd Doukkali, en remplacement de Taïbi ben Miloudi Ziani ;

El Hadj Abdelhouahad ben el Hadj Omar ben Djelloul, en remplacement de Mohamed ben Mohamed ben Ouhoud ;

El Hadj Mokhtar ben Abdeslem, en remplacement de El Hadj Hamouda ben Djilali ;

Eliaou Wahmisch, en remplacement de Samuel Benchaya, démissionnaire ;

Jacob Cheghi, en remplacement de Samuel Bennaroch, démissionnaire.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 SEPTEMBRE 1932

(26 jourmada I 1351)

portant nomination des membres de la section indigène d'agriculture de Casablanca.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 janvier 1919 (17 rebia II 1337) portant constitution de sections indigènes de commerce, d'industrie et d'agriculture, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 octobre 1926 (10 rebia II 1345) fixant le nombre des membres de la section indigène d'agriculture de Casablanca,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la section indigène d'agriculture de Casablanca, les notables dont les noms suivent :

Bouchaïb ben Zeroual ;
Bouchaïb ben Achir el Aboubi Médiouni ;
Mohamed ben el Fqih Doukkali ;
El Hadj Mohamed ben el Ghiat Djalja ;
El Hadj M'Hamed ben Mohamed Zidi Medkouri ;
Hadj Abdelkrim ould Hammou bel Hassen ;
Bouchaïb ben Jilali ben Amor el Fokri ;
Cheikh Saïdi ben Hocine el Talaouti ;
El Hadj Ali ben Radi ;
Abdellah ben Ahmed ;
Mohamed ben Saharaoui ;
Abderrahman ben Mohamed Mesnaoui ;
El Hadj Taghi ben Cherkj ;
Abdallah ben Feħkak ;
El Basri ben Dkhissi ben Djiallali.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 SEPTEMBRE 1932

(26 jourmada I 1351)

renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène de commerce et d'industrie de Rabat.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 janvier 1919 (17 rebia II 1337) portant constitution de sections indigènes de commerce, d'industrie et d'agriculture, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 septembre 1921 (27 moharrem 1340) fixant le nombre des membres de la section indigène de commerce et d'industrie de Rabat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont renouvelés jusqu'au 30 septembre 1933, sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessous, les pouvoirs des membres de la section indigène de commerce et d'industrie de Rabat, nommés par l'arrêté viziriel du 10 octobre 1931 (27 jourmada I 1350).

ART. 2. — Est nommé membre de la section indigène de commerce et d'industrie de Rabat, le notable dont le nom suit :

Amar Mardoché, en remplacement de David Abensour.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 SEPTEMBRE 1932

(26 jourmada I 1351)

renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène d'agriculture de Rabat et du Rharb.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 janvier 1919 (17 rebia II 1337) portant constitution de sections indigènes de commerce, d'industrie et d'agriculture, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 octobre 1931 (27 jourmada I 1350) fixant le nombre des membres de la section indigène d'agriculture de Rabat et du Rharb,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont renouvelés jusqu'au 30 septembre 1933, sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessous, les pouvoirs des membres de la section indigène d'agriculture de Rabat et du Rharb, nommés par l'arrêté viziriel du 10 octobre 1931 (27 jourmada I 1350).

ART. 2. — Est nommé membre de la section indigène d'agriculture de Rabat et du Rharb, le notable dont le nom suit :

Si ben Aïssa ben Lazry, en remplacement de Si Saïdi ben el Hadj Amor.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 SEPTEMBRE 1932

(26 jourmada I 1351)

modifiant la composition de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Taza, et portant nomination des membres de ladite section.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 janvier 1919 (17 rebia II 1337) portant constitution de sections indigènes de commerce, d'industrie et d'agriculture, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 9 mars 1931 (19 chaoual 1349) portant création d'une section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture à Taza,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Taza fixé à dix par l'arrêté viziriel susvisé du 9 mars 1931 (19 chaoual 1349), est porté à onze, dont dix musulmans et un israélite.

ART. 2. — Sont nommés, membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Taza, les notables dont les noms suivent :

Azouz el Mokri ;
Moulay Ahmed ben Mohamed Nedjar Tazi ;
Si Bou Tahar ould Moqadem ;
Lahoussine ould Ali Lemedrar ;
Abdesselem D'Ali ben Amar ;
Houssain ould Mohamed Srir ;
Mohamed ben Ahmed Hadjaj ;
Si Ahmed bel Fkir Ali el Youdi ;
Sidi Lahcen ben Abdel Hadi ;
Sidi el Baraka ben Mohamed ;
Ishac ben Brahim Ben Hamou Bezizah.

Ces nominations sont valables jusqu'au 30 septembre 1933.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 SEPTEMBRE 1932

(26 jourmada I 1351)

renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Marrakech.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 janvier 1919 (17 rebia II 1337) portant constitution de sections indigènes de commerce, d'industrie et d'agriculture, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 2 mars 1931 (12 chaoual 1349) fixant le nombre des membres de la section indigène de commerce, d'industrie et d'agriculture de Marrakech,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont renouvelés jusqu'au 30 septembre 1933, sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessous, les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Marrakech nommés par l'arrêté viziriel du 10 octobre 1931 (27 jourmada I 1350).

ART. 2. — Sont nommés membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Marrakech, les notables dont les noms suivent :

Mokhtar ben Fqih Si Lhabib ben Kiran el Marrakchi, en remplacement de Mohamed ben Abdeselem Lazrag, décédé ;

El Hadj Allal, en remplacement de Cheikh Omar Ballouk, décédé ;

Abdesselem ben Ali ou Taleb, en remplacement de Si Bou Brahim ben M'Hamed ou Raho.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 SEPTEMBRE 1932

(26 jourmada I 1351)

renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture d'Oujda.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 janvier 1919 (17 rebia II 1337) portant constitution de sections indigènes de commerce, d'industrie et d'agriculture, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 septembre 1922 (13 moharrem 1341) portant création d'une section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture à Oujda,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont renouvelés jusqu'au 30 septembre 1933, sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessous, les pouvoirs des membres de la section indigène

mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture d'Oujda, nommés par l'arrêté viziriel du 10 octobre 1931 (27 jourmada I 1350).

ART. 2. — Sont nommés membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture d'Oujda, les notables dont les noms suivent :

Moulay Ahmed Messouak, en remplacement de Si Mohamed Rahmani, décédé ;

Si Mohamed ben Abdelghani Zizi, en remplacement d'Abdelghani Zizi, décédé ;

Judas Lévy, en remplacement de Joseph Obadia.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 SEPTEMBRE 1932
(26 jourmada I 1351)

modifiant la composition de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Fès, et portant nomination des membres de ladite section.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 janvier 1919 (17 rebia II 1337) portant constitution de sections indigènes de commerce, d'industrie et d'agriculture, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 septembre 1924 (30 safar 1343) fixant le nombre des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Fès,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 30 septembre 1924 (30 safar 1343) est abrogé.

ART. 2. — Le nombre des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Fès, est fixé à 23 dont vingt musulmans et trois israélites.

ART. 3. — Sont nommés, membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Fès, les notables dont les noms suivent :

Mohamed ben Mfedel ben Djelloun ;

Si Mohamed bel Mekki Tazi ;

Si Mohamed ben Mohamed Khiat ;

Si Mohamed ben Driss Sebti ;

Si Mohamed bel Hadj Ahmed Bennis ;

Si Abdesselam ben Bouzian ;

Si Ahmed Ghellab ;

Si Mohamed ben Sliman Scalli ;

Si el Rali Sebti ;

Si Mohamed el Marnissi ;

Moulay el Arafa el Alaoui ;

Si Mohamed ben Larbi ben Chakroun ;

Si Abderrahman Daoudi ;

Bou Ali ben Raho Sadani ;

Si Mansour ould Bouchta el Oudigi ;

Si Mohamed ben Djilali Draoui ;

Si Djilali ould Hadj Ahmed ;
Mohamed ben Abderrahman ;
Si Jaffar ben Ahmed el Semlali ;
Moulay Ismaïl ben Abdesselam ;
Jacob Assouline ;
Raphaël Danan ;
Salomon Benaïch.

Ces nominations auront effet à compter du 1^{er} octobre 1932 et seront valables jusqu'au 30 septembre 1933.

*Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1351,
(28 septembre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 SEPTEMBRE 1932
(28 jourmada I 1351)

renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Safi.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 janvier 1919 (17 rebia II 1337) portant constitution de sections indigènes de commerce, d'industrie et d'agriculture, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 novembre 1920 (8 rebia I 1339) portant création d'une section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture à Safi,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont renouvelés jusqu'au 30 septembre 1933 les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Safi, nommés par l'arrêté viziriel du 10 octobre 1931 (27 jourmada I 1350).

*Fait à Rabat, le 28 jourmada I 1351,
(30 septembre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 SEPTEMBRE 1932
(28 jourmada I 1351)

renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Mazagan.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 janvier 1919 (17 rebia II 1337) portant constitution de sections indigènes de commerce, d'industrie et d'agriculture, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 février 1919 (4 jourmada I 1337) fixant le nombre des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Mazagan,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont renouvelés jusqu'au 30 septembre 1933, sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessous, les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Mazagan, nommés par l'arrêté viziriel du 10 octobre 1931 (27 jourmada I 1350).

ART. 2. — Est nommé membre de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Mazagan, le notable dont le nom suit :

Si M'Hammed ben Amor Naciri, en remplacement de Si Ahmed ben Abdallah Tibari.

*Fait à Rabat, le 28 jourmada I 1351,
(30 septembre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

**ARRÊTE VIZIRIEL DU 30 SEPTEMBRE 1932
(28 jourmada I 1351)**

renouvelant les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Meknès.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 janvier 1919 (17 rebia II 1337) portant constitution de sections indigènes de commerce, d'industrie et d'agriculture, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 septembre 1930 (5 jourmada I 1349) fixant le nombre des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Meknès,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont renouvelés jusqu'au 30 septembre 1933, sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessous, les pouvoirs des membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Meknès, nommés par l'arrêté viziriel du 10 octobre 1931 (27 jourmada I 1350).

ART. 2. — Sont nommés membres de la section indigène mixte de commerce, d'industrie et d'agriculture de Meknès, les notables dont les noms suivent :

M'Hamed bel Madani Bennani, en remplacement de Sidi Feddoul el Menouni, décédé ;

Caïd el Ghali el Marnissi, en remplacement de Caïd Omâr ben Mohamed Senhadji ;

Caïd Ali ould Moha, en remplacement de Leho ben Ali, démissionnaire.

*Fait à Rabat, le 28 jourmada I 1351,
(30 septembre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

**ARRÊTE VIZIRIEL DU 1^{er} octobre 1932
(29 jourmada I 1351)**

portant modification des tarifs postaux dans les régimes intérieurs franco-marocain et intercolonial.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1916 (6 rebia I 1335) modifiant les taxes postales dans les relations entre le Maroc, d'une part, la France, les colonies françaises et les pays de protectorat, d'autre part ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1916 (6 rebia I 1335) portant application, dans le régime intérieur marocain, des mêmes taxes et surtaxes postales que dans les relations avec la France, les colonies françaises et les pays de protectorat ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 avril 1920 (25 rejeb 1338) relatif aux tarifs postaux, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 22 février 1914 (26 rebia I 1332) portant ratification et promulgation de la convention postale franco-marocaine, en date du 1^{er} octobre 1913 ;

Vu la loi du 15 juillet 1932 tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire ;

Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur marocain, ainsi que dans les relations entre le Maroc, d'une part, la France, l'Algérie, la Tunisie, les colonies françaises, les pays de protectorat, d'autre part, les taxes postales et les conditions d'admission des objets de correspondance désignés dans le présent article sont fixées ainsi qu'il suit :

1^o *Cartes postales illustrées :*

Cartes postales illustrées dont l'ensemble du verso est occupé par une illustration ou gravure à l'exclusion de toute annotation manuscrite, lorsqu'elles portent au recto uniquement la date, la signature, l'adresse de l'expéditeur et cinq mots au plus de correspondance : vingt centimes (0 fr. 20) ;

2^o *Droits fixes de recommandation :*

a) Lettres, paquets clos, cartes postales ordinaires et cartes postales illustrées affranchies à 0 fr. 40, envois de valeurs déclarées et enveloppes de valeurs à recouvrer : un franc vingt-cinq centimes (1 fr. 25) ;

b) Objets affranchis à tarif réduit : soixante-quinze centimes (0 fr. 75).

ART. 2. — Le directeur général des finances et le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à partir du lendemain de sa publication au *Bulletin officiel* du Protectorat.

*Fait à Rabat, le 29 jourmada I 1351,
(10 octobre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 2 OCTOBRE 1932

(1^{er} jourmada II 1351)

réglementant l'exercice de la pêche dans la lagune de Sidi Moussa (Doukkala).

LE GRAND VIZIR,

Vu l'annexe III du dahir du 31 mars 1919 (28 jourmada II 1337) formant règlement sur la pêche maritime et, notamment, les articles 1^{er} et 19 ;

Sur la proposition du directeur général des travaux public,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La pêche à la ligne peut être librement pratiquée dans toute l'étendue de la lagune de Sidi Moussa, en dehors des parties régulièrement concédées.

ART. 2. — Ne peuvent pratiquer la pêche dans la lagune au moyen de filets fixes tels que : tramail, araignée, verveux, ou de filets mobiles, tels que : senne, épervier, carrelet ou trouble, que les porteurs d'un permis spécial délivré gratuitement, sur la déclaration des intéressés, par le chef du quartier maritime de Mazagan.

Les indigènes riverains de la lagune sont dispensés de la possession de ce permis ; les individus non indigènes qui pratiquent déjà, en fait, la pêche dans la lagune bénéficient d'un droit de préférence pour la délivrance du dit permis.

ART. 3. — La pêche au filet ne peut être pratiquée que dans les parties de la lagune qui n'ont pas fait l'objet d'une concession régulière, et sous réserve des dispositions de l'article 8 ci-après, relatives à l'établissement des barrages.

ART. 4. — Indépendamment du permis institué par l'article 2 ci-dessus, les pêcheurs en bateau doivent être porteurs de la licence de pêche prévue par l'article 6 de l'annexe III du dahir susvisé du 31 mars 1919 (28 jourmada II 1337).

ART. 5. — Par dérogation aux dispositions de l'article 18 de l'annexe 3 du dahir précité du 31 mars 1919 (28 jourmada II 1337) les mailles des filets mesurées de chaque côté après leur séjour dans l'eau, doivent avoir les dimensions suivantes :

Pour les filets fixes et pour la senne : 40 millimètres au moins ;

Pour les filets mobiles autres que la senne : 30 millimètres au moins.

ART. 6. — Les dimensions au-dessous desquelles les poissons et coquillages ne peuvent être pêchés et doivent être rejetés à l'eau sont celles fixées par l'article 22 de l'annexe III du même dahir.

ART. 7. — Les dispositions des articles 20 et 21 de ladite annexe concernant les appâts et procédés de pêche défendus sont applicables à la pêche dans la lagune.

ART. 8. — L'installation de barrages, même temporaires, dans toute l'étendue de la lagune, y compris les parties concédées, est subordonnée à l'autorisation du directeur général des travaux publics ; cette autorisation a toujours un caractère précaire et révocable ; les barrages autorisés doivent être établis de telle sorte qu'ils n'aient pas pour effet d'empêcher complètement le passage du poisson, de le rassembler dans les eaux closes ou stagnantes d'où il ne pourrait plus sortir ou de le contraindre à passer par une issue garnie de pièges ; en principe, la largeur du passage à réserver, de chaque côté, entre le barrage et le rivage doit être de 0 m. 75 au moins.

Les filets ou engins utilisés doivent avoir les dimensions indiquées à l'article 5 ci-dessus.

ART. 9. — L'autorisation de créer des établissements de pêche dans des parties nettement déterminées de la lagune peut être donnée dans les conditions prévues par l'article 27 de l'annexe III du dahir précité du 31 mars 1919 (28 jourmada II 1337). L'exercice de la pêche, même à la ligne, dans les parties ainsi concédées de la lagune, est interdit à toute personne non autorisée par le concessionnaire.

ART. 10. — Le chef du service de la marine marchande et des pêches maritimes est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 1^{er} jourmada II 1351,
(2 octobre 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 7 OCTOBRE 1932

(6 jourmada II 1351)

portant résiliation de la vente d'un lot de colonisation (Chauouïa).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 10 juin 1926 (28 kaada 1344) autorisant la vente de lots de colonisation dans la région de la Chauouïa ;

Vu l'acte, en date du 20 novembre 1926, constatant la vente sous condition résolutoire à M. de Pradel de Lamaze Marie-Louis, du lot de colonisation dit « Toualet n° 1 » ;

Vu le dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) relatif à l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête des créanciers inscrits, et au rachat de ces lots par l'Etat ;

Vu l'avis émis par le comité de colonisation, dans ses séances des 8 et 9 juin 1932 ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est résiliée la vente à M. de Pradel de Lamaze Marie-Louis du lot de colonisation dit « Toualet n° 1 » (Chaouïa).

ART. 2. — Ce lot sera repris par l'Etat en application du dahir susvisé du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351); au prix de trois cent vingt-cinq mille francs (325.000 fr.).

ART. 3. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 6 jourmada II 1351,
(7 octobre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 8 OCTOBRE 1932

(7 jourmada II 1351)

portant résiliation de la vente de lots de colonisation (Fès).

LE GRAND VIZIR,

Vu les dahirs des 20 juin 1925 (28 kaada 1343), 10 juin 1926 (28 kaada 1344), 9 juillet 1927 (9 moharrem 1346) et 17 avril 1929 (7 kaada 1347) autorisant la vente de lots de colonisation dans la région de Fès ;

Vu les actes constatant la vente sous condition résolutoire des lots précités ;

Vu le dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) relatif à l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête des créanciers inscrits, et au rachat de ces lots par l'Etat ;

Vu l'avis émis par le comité de colonisation, dans ses séances des 8 et 9 juin 1932 ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont résiliées les ventes des lots de colonisation désignés à l'article ci-dessous (Fès).

ART. 2. — Ces lots seront repris par l'Etat en application du dahir susvisé du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351), aux prix ci-après indiqués :

Lot « Aïn el Aouda n° 2 » — M. Llorens Vincent	200.000 fr.
Lot « Oulad el Haj du Saïs n° 7 » — M. Sabatier Régis	191.000
Lot « Oulad el Haj du Saïs n° 29 » — M. Pascal Louis	583.000
Lot « Snibat n° 2 » — M. Stévenin Georges.	360.000
Lot « Beni Sadden n° 9 » — M. Guérard Lucien	300.000

Lot « El Kelaa des Sless n° 2 » — M. Tur

Paul

154.000

1.788.000 fr.

ART. 3. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 7 jourmada II 1351,
(8 octobre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 8 OCTOBRE 1932

(7 jourmada II 1351)

autorisant le prélèvement d'une somme de cinq cent soixante-sept mille francs (567.000 fr.) sur le fonds d'emprunt 1932-1938, en vue de l'acquisition de parcelles de terrain destinées au rajustement de lots de colonisation.

LE GRAND VIZIR,

Vu les requêtes présentées par les attributaires de lots de colonisation de diverses régions ;

Vu l'enquête démontrant les difficultés d'exploitation de certains lots de colonisation, par suite de l'insuffisance de leur superficie ;

Vu l'avis émis par le comité de colonisation au sujet du rajustement des lots suivant diverses modalités, notamment par l'acquisition de parcelles de terrain qui seront rétrocédées aux attributaires ;

Attendu qu'il y a lieu de placer à la disposition du service des domaines une somme suffisante pour procéder aux acquisitions de terrains nécessaires, et en effectuer immédiatement le paiement aux vendeurs ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une somme de cinq cent soixante-sept mille francs (567.000 fr.) sera prélevée sur le fonds d'emprunt 1932-1938 (exercice 1932, 2° partie, 4° section, article 8, « Rajustement des lots de colonisation »), en vue de permettre l'acquisition de parcelles de terrain nécessaires au rajustement des lots de colonisation.

ART. 2. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 7 jourmada II 1351,
(8 octobre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 OCTOBRE 1932

(9 jourmada II 1351)

portant résiliation de la vente d'un lot de colonisation (Mogador).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 4 octobre 1924 (5 rebia I 1343) autorisant la vente de lots de colonisation dans la région de Mogador ;

Vu l'acte, en date du 30 octobre 1924, constatant la vente sous condition résolutoire à M. Fouyssat Eugène, du lot de colonisation dit « Sidi Bou Nouar n° 2 » ;

Vu le dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) relatif à l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête des créanciers inscrits, et au rachat de ces lots par l'État ;

Vu l'avis émis par le comité de colonisation, dans ses séances des 8 et 9 juin 1932 ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est résiliée la vente à M. Fouyssat Eugène du lot de colonisation « Sidi Bou Nouar n° 2 » (Mogador).

ART. 2. — Ce lot sera repris par l'État en application du dahir susvisé du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351), au prix de cent vingt mille francs (120.000 fr.).

ART. 3. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 9 jourmada II 1351,
(10 octobre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 OCTOBRE 1932

(9 jourmada II 1351)

portant résiliation de la vente de lots de colonisation (Marrakech).

LE GRAND VIZIR,

Vu les dahirs des 18 janvier 1921 (8 jourmada I 1339), 4 juin 1924 (15 kaada 1342), 20 juin 1925 (28 kaada 1343) et 10 juin 1926 (28 kaada 1344) autorisant la vente de lots de colonisation dans la région de Marrakech ;

Vu les actes constatant la vente sous condition résolutoire des lots précités ;

Vu le dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) relatif à l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête des créanciers inscrits, et au rachat de ces lots par l'État ;

Vu l'avis émis par le comité de colonisation, dans ses séances des 8 et 9 juin 1932 ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont résiliées les ventes des lots de colonisation désignés à l'article ci-dessous (Marrakech).

ART. 2. — Ces lots seront repris par l'État en application du dahir susvisé du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351), aux prix ci-après indiqués :

Lot « Taboubanit n° 5 ». — Héritiers de M. Martinie Jean-Marie	288.000 fr.
Lot « Arouatim n° 6 ». — M. Leménager Clovis	640.000
Lot « Arouatim n° 9 ». — M. Lachaize Pierre	400.000
Lot « Arouatim n° 10 ». — M. Kalfest Marius.	225.000
Lot « Arouatim n° 14 ». — M. Guitard Emile.	470.000
Lot « Arouatim n° 15 ». — M. Avenas Eugène.	460.000
Lot « El Kelaa I n° 2 ». — Héritiers de M. Ré Jean	96.000
Lot « El Kelaa I n° 3 ». — M. Bibollet Paul.	60.000
Lot « El Kelaa I n° 11 ». — Héritiers de M. Bessières Jean	170.000
Lot « Saâda n° 10 ». — M. Bigou Gaston.	397.000
Lot « Tamlalet n° 2 ». — M. Senac Albert ..	355.000
Lot « Tamlalet n° 4 ». — Héritiers de M. Bobacaille Emile	250.000
Lot « Attaouïa Chaïbia n° 7 ». — M ^{lle} Fort Germaine	250.000
Lot « El Kelaa II n° 2 ». — Héritiers de M. Bessières Joseph	25.000
Lot « El Kelaa II n° 7 ». — M. Lambert Louis	255.000
	<hr/>
	4.341.000 fr.

ART. 3. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 9 jourmada II 1351,
(10 octobre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 octobre 1932.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 OCTOBRE 1932

(9 jourmada II 1351)

portant résiliation de la vente de lots de colonisation (Taza).

LE GRAND VIZIR,

Vu les dahirs des 9 juillet 1917 (9 moharrem 1346), 16 juin 1928 (27 hija 1346) et 17 avril 1929 (17 kaada 1347) autorisant la vente de lots de colonisation dans la région de Taza ;

Vu les actes constatant la vente sous condition résolutoire des lots précités ;

Vu le dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) relatif à l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête des créanciers inscrits, et au rachat de ces lots par l'État ;

Vu l'avis émis par le comité de colonisation, dans ses séances des 8 et 9 juin 1932 ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont résiliées les ventes des lots de colonisation désignés à l'article ci-dessous (Taza).

ART. 2. — Ces lots seront repris par l'État en application du dahir susvisé du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351), aux prix ci-après indiqués :

Lot « Oued Amelil n° 1 ». — M. Vickert Bernard	240.000 fr.
Lot « Oued Amelil n° 5 ». — M. Lachèze Pierre	200.000
Lot « Oued el Addar n° 1 ». — M. Saut Guilhaume	310.000
Lot « Oued el Addar n° 4 ». — M. Mercier Félix	420.000
Lot « Innaouen Taza n° 10 ». — M. Jacquier Arthur	306.000
Lot « Innaouen Taza n° 13 ». — M. Boffa Ernest	341.000
Lot « Innaouen Taza n° 21 ». — M. Souzan Elie	100.000
Lot « Aïn Smar ». — M. Gutnecht Joseph	298.000
Lot « Souati ». — M. Miléo Joseph	245.000
Lot « Karia ». — M. Charreau François	250.000

2.710.000 fr.

ART. 3. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 9 jourmada II 1351,
(10 octobre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 12 OCTOBRE 1932

(10 jourmada II 1351)

modifiant l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) portant organisation du personnel de la direction de l'enseignement.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 26 juillet 1920 (9 kaada 1338) portant création d'une direction de l'enseignement, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) portant organisation du personnel de la direction de l'enseignement, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 septembre 1921 (15 moharrem 1340) portant suppression de l'école supérieure de langue arabe et de dialectes berbères et création de l'Institut des hautes études marocaines ;

Sur la proposition du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités et l'avis conforme du secrétaire général du Protectorat et du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 32 et 33 de l'arrêté viziriel susvisé du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 32. — Les professeurs titulaires de l'Institut des hautes études marocaines de l'ordre des lettres peuvent être recrutés :

« 1° Parmi les professeurs titulaires des facultés de lettres ;

« 2° Parmi les professeurs chargés de cours de l'Institut des hautes études marocaines en fonctions, pourvus du doctorat ès lettres (doctorat d'État) ;

« 3° Parmi les anciens professeurs de l'École supérieure de langue arabe et de dialectes berbères, directeurs d'études en fonctions à l'Institut des hautes études marocaines et pourvus du doctorat ès lettres (doctorat d'État).

« Les professeurs chargés de cours de l'Institut des hautes études marocaines de l'ordre des lettres peuvent être recrutés :

« 1° Parmi les directeurs d'études de l'Institut des hautes études marocaines qui justifient de leur inscription en France sur la liste d'aptitude à des fonctions d'enseignement supérieur ;

« 2° Parmi les maîtres de conférences des facultés de lettres.

« Les professeurs titulaires et les professeurs chargés de cours de l'Institut des hautes études marocaines sont nommés par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, sur la proposition du directeur de l'Institut des hautes études marocaines, parmi les candidats remplissant les conditions visées ci-dessus, inscrits sur une liste de présentation établie, par ordre de préférence, par l'assemblée des professeurs titulaires de l'Institut des hautes études marocaines, réunie en conseil de professeurs.

« Les professeurs titulaires des facultés sont nommés dans la même classe et avec la même ancienneté de classe qu'ils ont dans la métropole.

« Les professeurs chargés de cours sont nommés professeurs titulaires dans la dernière classe et sans ancienneté.

« Les traitements des professeurs titulaires et des professeurs chargés de cours sont exclusifs des indemnités de doctorat ou d'agrégation.

« Les anciens professeurs de l'École supérieure de langue arabe et de dialectes berbères, en fonctions à l'Institut des hautes études marocaines, les professeurs chargés de cours, sont nommés dans la classe dont le traitement global est égal ou immédiatement supérieur à celui qu'ils reçoivent à la date de leur nomination, y compris, s'il y a lieu, l'indemnité de doctorat et l'indemnité d'agrégation et les majorations marocaines de ces indemnités. »

« Article 33. — Les fonctionnaires de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités de tous grades peuvent être détachés à l'Institut des hautes études marocaines, suivant les besoins du service et dans la limite des emplois prévus au budget, par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités.

« Des fonctionnaires en service dans une administration du Protectorat, et tenant à l'Institut des hautes études marocaines un emploi de directeur d'études, peuvent y être détachés en cette qualité dans la limite des emplois et des crédits prévus au budget, par arrêté du directeur général de l'instruction publique, pris sur la proposition du directeur de l'Institut des hautes études marocaines, après avis conforme de leur chef d'administration d'origine, contresigné par le secrétaire général du Protectorat.

« Pendant la durée de leur détachement, ils continuent à faire partie de leur cadre d'origine et à être régis par les règles qui leur sont propres. »

ART. 2. — Il n'est rien modifié à la situation des professeurs actuellement en fonctions, par le présent arrêté qui aura effet du 1^{er} octobre 1932.

*Fait à Rabat, le 10 jourmada II 1351,
(12 octobre 1932).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 octobre 1932.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant limitation de la vitesse des véhicules sur la route n° 14 (de Salé à Meknès) entre les P. K. 53,586 et 54,460.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 11 décembre 1922 sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 65 ;

Considérant qu'il est nécessaire de limiter la vitesse des véhicules sur la route n° 14 (de Salé à Meknès) entre les P.K. 53,586 et 54,460 (sortie de Tiflet) en raison des travaux de rectification qui y sont exécutés ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du nord,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — En raison des travaux de rectification exécutés à la route n° 14 (de Salé à Meknès) entre les P.K. 53,586 et 54,460 (sortie de Tiflet) la vitesse des véhicules, sur cette section de route, ne devra pas dépasser 10 kilomètres à l'heure, à dater de la publication du présent arrêté et jusqu'au 31 mars 1933.

ART. 2. — Des pancartes placées aux P.K. 53,586 et 54,460, par les soins du service des travaux publics, feront connaître, à la fois, la limitation de vitesse prescrite et la date du présent arrêté.

ART. 3. — L'ingénieur des ponts et chaussées, chef de l'arrondissement de Rabat, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 11 octobre 1932.

*P. le directeur général des travaux publics,
L'ingénieur en chef des ponts et chaussées délégué,
FERRAS.*

CRÉATION

d'un poste de magistrat des juridictions françaises.

Par décret du président de la République française, en date du 30 septembre 1932, le dahir du 27 juin 1932 portant création au tribunal de paix de Marrakech d'un poste de suppléant rétribué de juge de paix, a été ratifié.

AUTORISATIONS D'ASSOCIATIONS

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 7 octobre 1932, l'association dite « Union sportive de Rabat-Salé », dont le siège est à Rabat, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 7 octobre 1932, l'association dite « Association amicale des officiers de la marine marchande au Maroc », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 12 octobre 1932, l'association dite « Chambre syndicale des pharmaciens du Maroc — (Association de défense des intérêts professionnels des pharmaciens du Maroc) », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

CONTRÔLE CIVIL

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 4 octobre 1932, M. GRINCOURT André, bachelier de l'enseignement secondaire, est nommé commis de 3^e classe du service du contrôle civil, à compter du 1^{er} octobre 1932 (emploi créé).

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 4 octobre 1932, M. REVOL Jules, candidat admis au concours du 26 avril 1932, pour l'emploi réservé de commis, est nommé commis stagiaire du service du contrôle civil, à compter du 1^{er} octobre 1932 (emploi créé).

Est acceptée, à compter du 10 septembre 1932, la démission de M^{lle} L'HERROU Marie-Thérèse, dactylographe de 1^{re} classe du service du contrôle civil.

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date des 27 juin, 11, 24 juillet et 13 août 1932, sont nommés :

(à compter du 1^{er} juin 1932)

Secrétaire de 6^e classe

M. NINET Pierre, secrétaire adjoint de 5^e classe.

*Secrétaire adjoint de 5^e classe*M. GRANCEON Georges, inspecteur de 4^e classe.(à compter du 1^{er} juillet 1932)*Commissaire hors classe (1^{er} échelon)*M. DURAND Louis, commissaire hors classe (2^e échelon).*Inspecteurs principaux de 2^e classe*MM. ROCHE François et NICOLAI François, inspecteurs principaux de 3^e classe.*Inspecteur-chef de 3^e classe*M. MAUBOURGUET Raymond, inspecteur-chef de 4^e classe.*Inspecteur-chef de 5^e classe*M. SEMPÉRÉ Jean, inspecteur-chef de 6^e classe.*Brigadier ou inspecteurs sous-chefs hors classe*MM. COLOMBANI Antoine, BERARD Jean et BEDIN Benjamin, inspecteurs sous-chefs de 1^{re} classe ;M. TAURINES Henri, brigadier de 1^{re} classe.*Gardien de la paix ou inspecteurs hors classe (2^e échelon)*M. DEGOUT Raymond, gardien de la paix hors classe (1^{er} échelon) ;MM. MEDAUER Félix et GRANDIN Lucien, inspecteurs hors classe (1^{er} échelon).*Inspecteur hors classe (1^{er} échelon)*M. JARDOT Henri, inspecteur de 1^{re} classe.*Gardien de la paix de 1^{re} classe*M. LAUZE Maurice, gardien de la paix de 2^e classe.*Gardiens de la paix de 2^e classe*MM. TALIGAULT Aimé, GÉRARD Paul et TISSYRE Joseph, gardiens de la paix de 3^e classe.*Gardiens de la paix ou inspecteurs de 3^e classe*M. TOPIN Gustave, inspecteur de 4^e classe ;MM. SABOYE Henri, LÉCA François, GUILAINE Auguste et GUILLO Vincent, gardiens de la paix de 4^e classe.

CADRE MUSULMAN

*Secrétaire-interprète de 3^e classe*KHEROUBI ALI BEN HADJ MOHAMED, secrétaire-interprète de 4^e classe.*Gardien de la paix de 1^{re} classe*LHASSEN BEN ALLEL BEN M'HAMED, gardien de la paix de 2^e classe.*Gardiens de la paix de 3^e classe*KADDOUR BEN BALLOUL BEN MAATI et EMBAREK BEN MOHAMED BEN ALI, gardiens de la paix de 4^e classe.(à compter du 1^{er} août 1932)*Inspecteur-chef de 1^{re} classe*M. MAILLE René, inspecteur-chef de 2^e classe.*Secrétaire adjoint de 4^e classe*M. VOIRON Pierre, secrétaire adjoint de 5^e classe.*Brigadier-chef de 2^e classe*M. SEVAL Paul, brigadier-chef de 3^e classe.*Gardien de la paix hors classe (2^e échelon)*M. MORELIERAS Gaston, gardien de la paix hors classe (1^{er} échelon).*Gardiens de la paix ou inspecteurs hors classe (1^{er} échelon)*MM. REVELU Narcisse, inspecteur de 1^{re} classe ;PIQUEMAL Joseph, gardien de la paix de 1^{re} classe.*Gardiens de la paix ou inspecteur de 1^{re} classe*MM. BUREAU Ernest et FABRE Roger, gardiens de la paix de 2^e classe ;M. JAYME Maurice, inspecteur de 2^e classe.*Gardien de la paix de 2^e classe*M. SENEGAS Jules, gardien de la paix de 3^e classe.*Gardiens de la paix de 3^e classe*MM. DELAPORTE Paul et BOURDELLOT Louis, gardiens de la paix de 4^e classe.

CADRE MUSULMAN

*Inspecteurs de 1^{re} classe*MOHAMED BEN HADJ AHMED et ALI BEN MOHAMED BEN MOHAMED, inspecteurs de 2^e classe.*Gardiens de la paix de 3^e classe*MOHAMED BEN ABDELKADER BEN GHARBI, MOHAMED BEN MESSAOUD et ALLAL BEN MAATI BEN HADJ LARBI, gardiens de la paix de 4^e classe.(à compter du 1^{er} septembre 1932)*Commissaire hors classe (3^e échelon)*

M. BRIGOT Jean, commissaire de classe exceptionnelle.

*Commissaire de classe exceptionnelle*M. COLCMEAU Emilien, commissaire de 1^{re} classe.*Inspecteur-chef de 5^e classe*M. RUI PICTE, inspecteur-chef de 6^e classe.*Brigadier hors classe*M. CASCIANI JEAN, brigadier de 1^{re} classe.*Gardien de la paix hors classe (1^{er} échelon)*M. PUIGMAT Joseph, gardien de la paix de 1^{re} classe.*Gardien de la paix ou inspecteur de 1^{re} classe*MM. QUETROI Ernest, gardien de la paix de 2^e classe ;FRUTOSO Paul, inspecteur de 2^e classe.*Gardiens de la paix de 2^e classe*MM. DUVAUCHELLE Marcel, ROCHEL Paul et CONROTTO Antoine, gardiens de la paix de 3^e classe.*Inspecteur de 3^e classe*M. BRAUD Roger, inspecteur de 4^e classe.*Secrétaire-interprète de 3^e classe*DHAÏNA LAÏD BEN SALAH, secrétaire-interprète de 4^e classe.*Inspecteur sous-chef hors classe (2^e échelon)*BELLIOU BEN MOHAMED ADDAOUI, inspecteur sous-chef hors classe (1^{er} échelon).*Gardiens de la paix hors classe (2^e échelon)*TAÏBI BEN HADJ ABDESSELEM et KADDOUR BEN HADJ REZZOUG, gardiens de la paix hors classe (1^{er} échelon).*Gardien de la paix hors classe (1^{er} échelon)*MILOUD BEN MAATI BEN AHMED, gardien de la paix de 1^{re} classe.*Gardiens de la paix ou inspecteurs de 1^{re} classe*LAHOUCI BEN HABIB BEN M'BARCK et MUSTAPHA BEN CHERKI BEN MOHAMED, gardiens de la paix de 2^e classe ;LHASSEN BEN MOHAMED BEN BRAHIM et REGRAGUI BEN KADDOUR BEN ALLEL, inspecteurs de 2^e classe ;SAÏD BEN MOHAMED, gardien de la paix de 2^e classe ;ALI BEN MOHAMED BEN NACEUR, inspecteur de 2^e classe.*Gardiens de la paix ou inspecteurs de 3^e classe*BOUCHAÏB BEN ALI BEN MOHAMED, inspecteur de 4^e classe ;BOUCHAÏB BEN ALI BEN MAATI et KEBIR BEN HADJ MAHJOUR BEN HADJ FATAH, gardiens de la paix de 4^e classe ;BARKALLAH BECHIR et ABDESSELEM BEN MOHAMED BEN ABDESSELEM, inspecteurs de 4^e classe.Sont titularisés et nommés à la 4^e classe de leur grade, à compter du 1^{er} juillet 1932 :

MM. CRAMAN Gabriel, gardien de la paix stagiaire ;

LOPEZ Louis et MOUNET Georges, inspecteurs stagiaires.

La démission de leur emploi, offerte par : MM. M'HAMED BEN EL HADJ BOUDJEMAA, inspecteur hors classe (2^e échelon) ; DELPOUX Antonin, inspecteur hors classe (1^{er} échelon) ; ABDESSELEM BEN RAHAL BEN MAHJOUR et SEGHIR BEN MOHAMED BEN BOUCHAÏB, gardiens de la paix stagiaires, est acceptée, à compter du 1^{er} septembre 1932.La démission de leur emploi, offerte par : MM. DRISS BEN HADJ MOHAMED, gardien de la paix de 4^e classe et LARBI BEN RAHAL, gardien de la paix hors classe (1^{er} échelon), est acceptée, à compter du 1^{er} octobre 1932.

ADMINISTRATION MUNICIPALE

Par arrêté du directeur de l'administration municipale, en date du 12 octobre 1932, M. CAZEMAJOU Georges, collecteur de 5^e classe des régies municipales, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 1^{er} octobre 1932.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 5 octobre 1932, M. ROSE Victor, contrôleur principal de 2^e classe de comptabilité, et promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} octobre 1932.

Par arrêtés du directeur du service des douanes et régies, en date du 1^{er} octobre 1932, sont nommés :

Contrôleurs stagiaires des douanes et régies
(à compter du 1^{er} août 1932)

M. GUIFFREY Guy.

(à compter du 5 septembre 1932)

M. GRUEAU Eugène,
candidats admis au concours commun du 6 juin 1932 pour l'entrée dans les cadres principaux extérieurs de la direction générale des finances.

* * *

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 1^{er} octobre 1932, M. CHÈVRE Emile est nommé conducteur des travaux publics de 4^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1932.

* * *

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION

Par arrêtés du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 15 septembre 1932, sont promus à compter du 1^{er} octobre 1932 :

Sous-chef du bureau de 2^e classe

M. MAZATAUD Georges, sous-chef de bureau de 3^e classe.

Chef de pratique agricole de 2^e classe

M. LÈGE Marcel, chef de pratique agricole de 3^e classe.

Vérificateur des poids et mesures de 3^e classe

M. CLERC Georges, vérificateur des poids et mesures de 4^e classe.

Commis principaux de 1^{re} classe

MM. REVELLO Gaston et GARRY Léonard, commis principaux de 2^e classe.

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 15 septembre 1932, est acceptée, à compter du 1^{er} septembre 1932, la démission de son emploi offerte par M. BEZERR Pierre, vétérinaire-inspecteur de l'élevage de 4^e classe, en disponibilité du 1^{er} mars 1932.

Par arrêté du chef du service de la conservation de la propriété foncière, p. i., en date du 16 septembre 1932, M. ABBES BEN SAÏD CADAOUI, secrétaire-interprète de 6^e classe, est placé d'office dans la position de disponibilité, à compter du 12 septembre 1932.

* * *

TRÉSORERIE GÉNÉRALE

Par arrêtés du trésorier général du Protectorat, en date du 6 octobre 1932, sont promus, à compter du 1^{er} octobre 1932 :

Receveur adjoint du Trésor hors classe

M. HANONIAUX Francis, receveur adjoint de 1^{re} classe.

Commis principaux de 2^e classe

MM. CARCY Georges et CRETIN André, commis principaux de 3^e classe.

Commis de 2^e classe

M. BAUDIN Raoul, commis de 3^e classe.

DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

EAUX ET FORÊTS

Par arrêté du directeur des eaux et forêts, en date du 26 septembre 1932, M. ROQUES Louis-Jean est nommé garde stagiaire des eaux et forêts, à compter du 1^{er} septembre 1932 (emploi réservé).

Par arrêté du directeur des eaux et forêts, en date du 27 septembre 1932, M. PIDOUX Noël est nommé garde stagiaire des eaux et forêts, à compter du 1^{er} septembre 1932.

* * *

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUES

Par arrêté du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 10 octobre 1932, sont promus, à compter du 1^{er} novembre 1932 :

Infirmier spécialiste hors classe (2^e échelon)

M. LE DENMAT Julien, infirmier spécialiste hors classe (1^{er} échelon).

Infirmière spécialiste de 3^e classe

M^{lle} VERVEUR Yvonne, infirmière spécialiste de 4^e classe.

Infirmière ordinaire de 5^e classe

M^{lle} BOUGUËSSA Zorah, infirmière ordinaire de 6^e classe.

Infirmière de 3^e classe (cadres spéciaux)

M^{lle} SIBONY Anna, infirmière stagiaire.

CLASSEMENT

dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes.

Par décision résidentielle en date du 10 octobre 1932, est classé dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes :

En qualité d'adjoint stagiaire
(à compter du 9 septembre 1932)

Le lieutenant d'infanterie h. c. Petit Jacques, de la région de Marrakech.

ADMINISTRATION MUNICIPALE

Cadre administratif particulier des municipalités.

RÉSULTATS

des concours des 3, 4 et 5 octobre 1932.

Rédacteurs :

1. M. Bournet ;
2. M. Bader ;
3. M. Magnez ;
4. M. Griguer.

Chefs de comptabilité :

1. M. Jacquemin ;
2. M. Sanchez.

RECTIFICATIF AU « BULLETIN OFFICIEL » N° 1025, du 17 juin 1932, page 697.

Arrêté viziriel du 31 mai 1932 (25 moharrem 1351) déclarant d'utilité publique la fixation des dunes maritimes du Tamri et d'Arouaïs (Agadir).

ARTICLE PREMIER. —

Au lieu de :

« ... au sud de l'embouchure de l'oued Massa » ;

Lire :

« ... au sud de l'embouchure de l'oued Sous. »

**RECTIFICATIF AU « BULLETIN OFFICIEL » N° 1037,
du 9 septembre 1932, page 1057.**

Mouvements du personnel dans les administrations du Protectorat

CONTRÔLE CIVIL

M. LEROY René

Au lieu de :

« à compter du 1^{er} août 1932 » ;

Lire :

« à compter du 1^{er} septembre 1932. »

Extrait du « Journal officiel » de la République française,
en date du 7 octobre 1932, page 10834.

DÉCRET

fixant la quantité de liège brut de l'Empire chérifien
à admettre en franchise en France et en Algérie.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères et des ministres de l'intérieur, du budget, du commerce et de l'industrie et de l'agriculture ;

Vu le décret du 1^{er} août 1932 fixant les quantités de produits originaires et importés directement de la zone française de l'Empire chérifien à admettre en franchise en France et en Algérie du 3 avril 1932 au 31 mai 1933 et du 1^{er} juin 1932 au 31 mai 1933,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le contingent de liège brut originaire et importé directement de la zone française de l'Empire chérifien à admettre en franchise de droits de douane en France et en Algérie du 3 août au 31 mai 1933 est fixé comme suit :

1° Liège de reproduction, 60.000 quintaux ;

2° Liège mâle et déchets, 40.000 quintaux.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères et les ministres du budget, du commerce et de l'industrie, de l'intérieur et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 28 septembre 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
EDOUARD HERRIOT.

*Le ministre du budget,
MAURICE PALMADE.*

*Le ministre du commerce et de l'industrie,
JULIEN DURAND.*

*Le ministre de l'intérieur
CAMILLE CHAUTEUPS.*

*Le ministre de l'agriculture,
ABEL GARDEY.*

Extrait du « Journal officiel » de la République française,
en date du 13 octobre 1932, page 10986.

DÉCRET

modifiant le décret du 16 avril 1917 portant règlement sur
la comptabilité publique du Protectorat français au Maroc.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des finances, du ministre du budget et du ministre des affaires étrangères ;

Vu la loi du 15 juillet 1912 ;

Vu la loi du 25 mars 1916, article 5, paragraphe 2 ;

Vu le décret du 16 avril 1917 portant règlement sur la comptabilité publique du Protectorat français au Maroc, ensemble les décrets l'ayant modifié,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Les articles 1^{er}, 2, 10 bis, 16, 17, 37, 48, 49, 62, 64, 65 et 71 du décret du 16 avril 1917 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — A partir de l'année 1933, l'exercice pour les recettes du Trésor ou pour les services à sa charge commencera le 1^{er} janvier et finira le 31 décembre de l'année qui lui donne son nom.

Sont seuls considérés comme appartenant à l'exercice et au budget correspondant, les services faits et les droits acquis à l'Etat ou à ses créanciers pendant cette période.

Art. 2. — La période pendant laquelle doivent se consommer tous les faits de recettes et de dépenses de chaque service se prolonge :

1° Jusqu'au 31 janvier pour achever, dans la limite des crédits ouverts, les services du matériel dont l'exécution n'aurait pu être terminée avant le 31 décembre, pour des causes de force majeure ou d'intérêt public qui doivent être énoncées dans une déclaration du chef du service chargé de l'exécution ;

2° Jusqu'au 31 mars pour compléter les opérations relatives à la liquidation et à l'ordonnement ou au mandatement des dépenses. Cependant ce délai est prolongé jusqu'au 30 juin pour ordonner les remises des caïds et cheikhs sur le produit de l'impôt tertib, et jusqu'au 31 juillet pour faire dépense des avances de trésorerie nécessitées par le service des emprunts ;

3° Jusqu'au 31 mai pour terminer le paiement des dépenses. Ce délai est abrégé d'un mois pour le paiement des ordonnances ou mandats effectué pour le compte du trésorier général par un autre comptable.

Exceptionnellement, les remises des caïds et cheikhs sur le produit du tertib peuvent être payées jusqu'au 31 juillet ;

4° Jusqu'au 31 mai également, pour compléter les opérations relatives au recouvrement des produits sur les redevables.

Exceptionnellement, il peut être fait recette au compte de l'exercice jusqu'au 31 juillet, des remboursements de la métropole pour certaines dépenses effectuées par le Protectorat ;

5° Jusqu'au 31 juillet, pour consommer les opérations nécessitées par les rétablissements de crédits, les erreurs de classification ou d'imposition et, en général, pour toutes les régularisations d'écritures concernant l'exercice expiré.

Art. 10 bis. — Les ordonnances et mandats non payés aux titulaires ou à leurs ayants cause avant la clôture de l'exercice donnent lieu à une inscription en dépense au compte des dépenses publiques, et à la constatation d'une recette correspondante à un compte de trésorerie intitulé : « Restes à payer sur exercices clos », lequel est tenu par exercice d'origine des créances.

Cette opération est effectuée au 31 juillet de la seconde année de chaque exercice, au vu d'états de restes à payer établis par les agents du Trésor et visés par les ordonnateurs intéressés. Les dépenses constatées dans les conditions indiquées au premier alinéa du présent article sont justifiées par ces états de restes à payer, par les pièces réglementaires à produire au soutien des ordonnancements et par les récépissés délivrés à l'occasion de la recette effectuée au compte de trésorerie susvisé. Un double des états de restes est adressé à la direction générale des finances.

Les ordonnances et mandats présentés au paiement après la clôture de l'exercice sont payés au débit du compte : « Restes à payer » jusqu'à l'accomplissement des délais de prescription. Les paiements de l'espèce peuvent être effectués dès la clôture de l'exercice et pendant les mois de juin et juillet qui suivent, avant même que le montant des états de restes à payer définitivement arrêté ait été porté en recette à ce compte. Tous ces paiements doivent être appuyés de pièces justifiant de la validité de la quittance.

Au 31 décembre de chaque année, sont également l'objet de l'opération prévue aux deux premiers alinéas du présent article, les ordonnances et mandats délivrés au cours de ladite année sur les chapitres des exercices clos et non présentés au paiement à cette date.

Les ordonnances et mandats appliqués au compte « Restes à payer » et atteints par la prescription quinquennale ou sexennale avant d'avoir été présentés au paiement donnent lieu à une dépense à ce compte en même temps qu'à une recette au compte « Fonds de réserve ».

Les créances n'ayant pas donné lieu à ordonnancement avant la clôture de leur exercice d'origine peuvent être ordonnancées jusqu'à l'expiration des délais de prescription sur les chapitres d'exercices clos ouverts au budget de l'exercice courant.

Art. 16. — Les recettes ordinaires constatées pendant le cours de l'année qui donne son nom à l'exercice et le cours des cinq mois de la période complémentaire de l'exercice, sont rattachées à cet exercice. Il est fait application à l'exercice suivant des restes à recouvrer à la date du 31 mai. A partir du 1^{er} juin, les recouvrements effectués sur ces restes sont pris au compte de l'exercice nouveau.

Les recettes exceptionnelles ou spéciales et les recettes affectées aux dépenses des exercices clos et périmés, constatées pendant l'année qui donne son nom à l'exercice, sont rattachées à cet exercice. Les sommes restant à recouvrer au 31 décembre sont attribuées à compter du 1^{er} janvier de l'exercice suivant.

Art. 17. — Au dernier jour du mois de mai de la deuxième année de l'exercice, les comptables produisent au directeur général des finances ou aux chefs des services intéressés, pour les droits et produits dont le recouvrement est assuré par des services ne relevant pas de la direction générale des finances, des états nominatifs des droits et produits liquidés et non recouvrés. Ces états sont accompagnés des pièces justificatives de non-recouvrement et des propositions d'admission en non-valeur. Le directeur général des finances centralise ces états et arrête le montant des droits et produits :

- a) Admis en non-valeur ;
- b) Mis à la charge des comptables reconnus responsables ;
- c) Reconnus susceptibles d'un recouvrement ultérieur.

Les droits et produits mis à la charge des comptables ou reconnus susceptibles d'un recouvrement ultérieur sont ajoutés aux constatations de l'exercice courant.

Art. 17. — I. — Avant le paiement, le comptable doit exiger que le véritable ayant droit date et signe, en sa présence, son acquit sur l'ordonnance ou mandat de paiement. La quittance ne doit contenir ni restrictions, ni réserves.

Lorsque la quittance est produite séparément comme il arrive si elle doit être extraite d'une registre à souche ou à talon, ou si elle se trouve au pied des factures, mémoires ou contrats, l'ordonnance ou mandat n'en doit pas moins être quittancé « pour ordre », la décharge du Trésor ne pouvant être séparée de l'ordonnement qui a ouvert le droit.

Pour tout paiement à des ayants droit ou représentants des titulaires d'ordonnances ou de mandats, les comptables demeurent seuls chargés d'exiger, sous leur responsabilité et selon le droit commun, sans le concours de l'ordonnateur, toutes justifications nécessaires pour établir les droits et qualités de ces parties prenantes et la régularité de leur acquit.

En cas de décès du titulaire d'une ordonnance ou d'un mandat si la somme à payer à des héritiers ne dépasse pas 500 francs, le paiement peut avoir lieu sur la production d'un simple certificat énonçant les ayants droit sans autres justifications ; ce certificat est délivré sans frais par les contrôleurs civils, les chefs de bureaux des affaires indigènes, les chefs des services municipaux, les notaires, les caïds ou les rabbins. Les comptables peuvent payer entre les mains de celui des héritiers d'un créancier qui en fait la demande et sur son seul acquit, les sommes n'excédant pas 500 francs, représentant la part des cohéritiers, sous la double condition :

- 1° Qu'il consente à donner acquit en se portant fort pour ses cohéritiers ;
- 2° Que les justifications du droit commun produites aux comptables établissent nettement que la part revenant aux cohéritiers non présents n'excède pas 500 francs.

Toutefois, sont valablement payés entre les mains de l'époux survivant, à moins d'opposition de la part des héritiers, légataires ou créanciers :

- 1° Les prorata de traitement, solde ou salaire, y compris les indemnités, accessoires de toute nature, primes, etc., qui restent dus au décès des fonctionnaires, militaires, ouvriers ou agents quelconques de nationalité française, rétribués soit sur les fonds du Protectorat, soit sur les fonds des budgets annexes ;

2° Les décomptes des arrérages restant dus au décès des titulaires de nationalité française, du traitement de la médaille du mérite militaire chérifien ou de toutes autres pensions servies par le Protectorat.

L'époux survivant est, en pareil cas, dispensé de caution et d'emploi sauf pour lui à répondre, s'il y a lieu, des sommes ainsi touchées vis-à-vis des héritiers ou légataires au même titre que toutes autres valeurs dépendant de la succession de la communauté. Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux époux séparés de corps.

II. — Par exception aux dispositions du premier alinéa du paragraphe précédent, les créanciers de l'État, des budgets régionaux, des municipalités et des établissements publics qui ont un compte courant de chèques postaux, peuvent obtenir soit en France ou en Algérie, soit au Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole), le paiement de l'ordonnance ou du mandat délivré à leur profit par l'ordonnateur, sans avoir à se déplacer ni à donner personnellement quittance, par simple virement comportant inscription de la somme due au crédit de leur compte courant postal, dans les conditions déterminées par les règlements spéciaux concernant le fonctionnement de ce service.

Est également autorisé le paiement au Maroc par virement à un compte courant postal des ordonnances ou mandats concernant des dépenses de l'État français, ou de l'Algérie, ainsi que des départements, des communes et des établissements publics métropolitains ou algériens.

III. — Le paiement par virement aux comptes de chèques postaux est opéré en vertu soit d'une clause formelle des marchés ou contrats, soit d'une mention signée inscrite sur la facture ou le mémoire, soit d'une lettre adressée à l'ordonnateur ou au payeur, par le titulaire de la créance.

IV. — L'ordonnateur transmet au comptable l'ordonnance ou le mandat portant indication du compte à créditer, accompagné d'une formule d'avis de crédit ainsi que des pièces justificatives, y compris, s'il y a lieu, la lettre visée au paragraphe précédent.

Après avoir reconnu la régularité des pièces produites, fait application, le cas échéant, des oppositions ou autres empêchements et contrôlé la concordance entre la désignation du titulaire de la créance et celle du titulaire du compte à créditer, le comptable appose sur le titre de paiement la mention datée « Vu, bon à payer », arrêté en toutes lettres sur ce titre la somme nette à porter au crédit de ce compte et, s'il s'agit d'un traitement ou d'une solde, indique la date à partir de laquelle le compte du créancier pourra être crédité. Il prend ensuite les dispositions nécessaires pour faire effectuer le virement.

Dans le cas où la somme due doit être inscrite au compte d'un tiers ayant justifié de ses droits à la créance, le payeur établit, en vue du virement, un titre de paiement spécial qui est ultérieurement rattaché à l'ordonnance ou au mandat.

Lorsque le payeur a reçu une demande de virement, il établit :

- 1° Un titre de paiement sur lequel il mentionne l'indication du compte à créditer ;
- 2° L'avis de crédit réglementaire.

Il procède ensuite aux formalités prévues au deuxième alinéa du présent paragraphe.

Les ordonnances ou mandats payables par virement de compte sont établis sur des formules analogues à celles en usage dans la métropole.

V. — La taxe de virement établie par les règlements postaux est à la charge du créancier ; elle est déduite du montant de l'ordonnance ou du mandat lors de l'arrêté de la somme nette à virer prescrite au deuxième alinéa du paragraphe IV ci-dessus.

VI. — Le comptable adresse les titres de paiement relevés sur un bordereau d'envoi et accompagnés d'un chèque de virement, ainsi que des avis de crédit, au bureau de chèques postaux détenteur de son compte courant.

Après inscription au débit du tireur, ce bureau crédite ou fait créditer les comptes des bénéficiaires. Le bureau de chèques détenteur du compte crédité porte sur chaque titre une mention signée du préposé et appuyée du timbre à date du bureau de chèques constatant que l'opération de virement a été effectuée.

Les titres de paiement ainsi annotés sont renvoyés sous pli fermé au comptable titulaire du compte débité. Celui-ci demeure pécuniairement responsable dans le cas où le virement n'a pu être opéré faute de disponibilités suffisantes à son compte courant postal.

Le service des chèques postaux fait parvenir les avis de crédit aux bénéficiaires.

VII. — Les titres de paiement revêtus de la mention prévue au paragraphe ci-dessus et accompagnés des pièces justificatives de l'ordonnancement constituent la décharge du comptable.

VIII. — Les dépenses n'excédant pas 1.500 francs à la charge de l'Etat, des budgets régionaux, des municipalités et des établissements publics, sont payables par mandats-cartes postaux aux frais des intéressés et sur leur demande.

Lorsque la demande en a été faite sur la facture ou le mémoire ou par lettre adressée à l'ordonnateur, celui-ci transmet au comptable les ordonnances ou les mandats accompagnés des mandats-cartes préparés par ses soins avec, s'il y a lieu, le bordereau en usage à la poste.

Si la demande est présentée par lettre au payeur, après délivrance de titres de paiement par l'ordonnateur ou établissement du titre de paiement par le payeur, il appartient à celui-ci de préparer les mandats-cartes et, s'il y a lieu, le bordereau postal.

Après avoir effectué les vérifications réglementaires et s'être assuré de la concordance des mandats-cartes avec les autres pièces, le comptable remet avec le bordereau les mandats-cartes au receveur des postes et tient compte à ce dernier de leur montant contre autant de reçus qu'il y a de mandats-cartes. Ces reçus, qui restent exempts de timbre, sont rattachés pour valoir quittance, aux titres de paiement qui sont accompagnés, le cas échéant, des lettres demandant le paiement sous cette forme.

IX. — Aucune saisie-arrêt ou opposition, aucun transport ou cession, aucune signification ayant pour objet d'arrêter le paiement de la créance ne peuvent avoir d'effet, en ce qui concerne la somme portée à l'ordonnance ou au mandat, s'ils interviennent après que le comptable a revêtu ce titre de la mention « Vu, bon à payer » en vue du règlement par virement, ou déposé le mandat-carte à la poste.

Art. 48. — Les crédits ou portions de crédits qui n'ont pas été employés au dernier jour du mois de juillet de la seconde année de l'exercice, par des paiements effectifs ou des réimputations, sont définitivement annulés, sauf le report de crédits spéciaux autorisés comme il est dit à l'article ci-après.

Art. 49. — Les créances dûment constatées sur un exercice clos et n'ayant jamais donné lieu à ordonnancement ne peuvent être payées que sous réserve de l'attribution au chapitre des exercices clos d'une recette correspondante, dans les conditions prévues à l'article 11 du présent décret et à la condition que le montant total n'excède pas les annulations de crédits effectuées sur ces exercices.

Les ordonnances et mandats sont nominatifs : ils ne sont payables que jusqu'au 31 décembre de l'année de leur émission, date à laquelle, en cas de non-présentation par les titulaires, ils font l'objet de l'opération de dépenses prescrite au quatrième alinéa de l'article 10 bis.

Art. 62. — Le trésorier général du Protectorat fournit à la direction générale des finances :

1° Chaque mois : un bordereau par exercice des opérations de recettes budgétaires constatées dans le mois, avec rappel des antérieurs et des opérations de recettes et dépenses hors budget du Protectorat ;

2° Chaque année, au 30 septembre : un compte général présentant la situation du dernier exercice écoulé.

Art. 64. — Le compte annuel de gestion rendu par le trésorier général en qualité de comptable de l'Etat chérifien, présente :

1° La situation du comptable envers l'Etat chérifien au premier jour de l'année financière ;

2° Le rappel des opérations complémentaires effectuées au titre de l'exercice précédent pendant l'année pour laquelle le compte est rendu ;

3° Le développement des opérations de toute nature, en recette et en dépense, effectuées pendant la même année, avec distinction des opérations budgétaires et des opérations hors budget ou de trésorerie ;

1° La situation du comptable envers l'Etat chérifien à la fin de l'année financière.

Le même document comprend le développement distinct des opérations de recettes et de dépenses budgétaires effectuées pendant la période complémentaire de l'exercice correspondant à l'année financière pour laquelle le compte est rendu ; il fait ressortir la situation définitive des opérations budgétaires à la fin de l'exercice.

Les états des droits et produits constatés sont annexés par articles budgétaires au compte de gestion.

Les écritures et les livres du trésorier général sont arrêtés chaque année le 31 décembre.

A cette date, une situation de caisse et de portefeuille est établie par le comptable et vérifiée contradictoirement par le directeur général des finances ou son délégué.

Une expédition de cette situation est produite par le trésorier général, à l'appui de son compte d'exercice.

Art. 65. — Le budget est réglé dans les mêmes conditions qu'il est établi.

Le règlement provisoire du budget a lieu dans le courant du mois de septembre qui suit la clôture de l'exercice. Le projet en est préparé par le directeur général des finances d'après les résultats du compte d'exercice. Il est présenté au Résident général, appuyé d'un exemplaire du compte du comptable. Après examen et délibération en conseil du Gouvernement, il est soumis à l'approbation du ministre des affaires étrangères de la République française qui l'approuve. Le règlement en est ensuite promulgué par dahir.

Il est appuyé de tableaux justificatifs qui reproduisent les divisions du budget en parties et en chapitres, articles et paragraphes, et de l'état des restes à payer de l'exercice. Les crédits ouverts au titre du chapitre des dépenses imprévues n'y sont portés que déduction faite des prélèvements opérés conformément à l'article 6 du présent décret.

Art. 71. — Le trésorier général reprend dans ses écritures les opérations des comptables français et indigènes concernant le budget de l'Etat chérifien, mais il n'est responsable que de ses opérations propres et de celles des receveurs du Trésor qui lui sont subordonnés.

S'il est appelé à couvrir de ses deniers personnels un débet ou un déficit constaté à la charge d'un comptable subordonné, il pourra exercer par voie de subrogation aux droits du Trésor chérifien son recours sur le cautionnement et les biens du débiteur.

La cour des comptes française juge les opérations de recettes et de dépenses qui lui sont présentées chaque année par le trésorier général.

Les comptes de gestion établis par le trésorier général sont adressés en double expédition au ministre des finances de la République française. Celui-ci opère le rapprochement des résultats portés sur ces comptes avec les écritures du comptable et, après en avoir vérifié la concordance, transmet à la cour des comptes un exemplaire desdits documents. Les pièces justificatives produites à l'appui des comptes en question font l'objet d'un seul renvoi à la cour des comptes, effectué par le trésorier général en fin d'exercice, de manière à parvenir à la cour des comptes avant le 31 décembre de l'année qui suit celle qui donne son nom à l'exercice que le compte concerne.

Art. 2. — A titre transitoire, le budget de l'exercice 1932 s'applique à la période s'étendant du 1^{er} avril au 31 décembre 1932.

Les divers délais de clôture des opérations budgétaires de cet exercice sont ceux fixés par le présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances, le ministre du budget et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Rambouillet, le 7 octobre 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
EDOUARD HERRIOT.

Le ministre des finances,
GERMAIN-MARTIN.

Le ministre du budget,
MAURICE PALMADE.

PARTIE NON OFFICIELLE

LISTE DES VEHICULES AUTOMOBILES
immatriculés pendant le troisième trimestre 1932
classés par centres d'immatriculation et par marques.

CENTRE DE RABAT

Voitures de tourisme

Buick, 3 ; Bugatti, 2 ; Chevrolet, 23 ; Citroën, 32 ; Chrysler, 9 ; Dodge-Brothers, 1 ; De Soto, 5 ; Fiat, 11 ; Ford, 52 ; Graham-Paige, 1 ; Hotchkiss, 4 ; Morris, 1 ; Mathis, 1 ; Opel, 3 ; Oakland, 1 ; Panhard-Levassor, 4 ; Peugeot, 34 ; Renault, 37 ; Rosengart, 2 ; Voisin, 1 ; Willys-Overland, 5. — Total : 232.

Camions, cars, camionnettes

Berliet, 1 ; Blitz, 2 ; Chevrolet, 8 ; Citroën, 5 ; Fiat, 1 ; Ford, 5 ; Fargo, 1 ; International-Harvester, 4 ; Renault, 6 ; Saurer, 1. — Total : 34.

Motocyclettes

A.I.S., 2 ; Ariel 6 ; Automoto, 2 ; B.S.A., 1 ; D.K.W., 2 ; Excelsior, 1 ; F.N., 1 ; Monet-Goyon, 5 ; New-impérial, 1 ; Peugeot, 2 ; Royal-Enfield, 2 ; Saroléa, 1. — Total : 26.

RÉSUMÉ

Marques françaises. — Tourisme, 117 ; camions, 13 ; motocyclettes, 9.

Marques américaines. — Tourisme, 100 ; camions, 18.

Marques anglaises. — Tourisme, 1 ; motocyclettes, 15.

Marques italiennes. — Tourisme, 11 ; camions, 1.

Marques allemandes. — Tourisme, 3 ; camions, 2.

Marques belges. — Motocyclettes, 2.

CENTRE DE CASABLANCA

Voitures de tourisme

Amilcar, 1 ; Auburn, 4 ; Buick, 3 ; Chenard et Walker, 1 ; Chevrolet, 18 ; Chrysler, 9 ; Citroën, 51 ; Delage, 1 ; Derby, 1 ; De Soto, 1 ; Dodge, 3 ; Erskine-Six, 1 ; Essex, 4 ; Fiat, 29 ; Ford, 90 ; Graham-Paige, 5 ; Hillman, 1 ; Hotchkiss, 2 ; Hudson, 1 ; Lincoln, 1 ; Marmon, 1 ; Mathis, 1 ; Morris, 2 ; Nash, 2 ; Opel, 7 ; Willys-Overland, 5 ; Packard, 2 ; Panhard-Levassor, 1 ; Peugeot, 47 ; Renault, 35 ; Rockne, 3 ; Talbot, 1. — Total : 334.

Camions, cars, camionnettes

Benz, 3 ; Berliet, 5 ; Blitz, 3 ; Chevrolet, 8 ; Citroën, 16 ; Fiat, 2 ; Ford, 12 ; G.M.C., 1 ; International, 1 ; Latil, 1 ; Mercedes-Benz, 2 ; Minerva, 1 ; Panhard-Levassor, 2 ; Peugeot, 1 ; Renault, 12 ; Rochet-Schneider, 1 ; Saurer, 3 ; Somua, 2 ; Stewart, 1 ; Willys-Knight, 1. — Total : 78.

Motocyclettes

Alcyon, 2 ; B.S.A., 5 ; Dresch, 3 ; F.N., 17 ; Gentil et C^{ie}, 1 ; Gillet-Herstal, 1 ; La Française, 1 ; Magnat-Debon, 1 ; New-impérial, 4 ; Peugeot, 2 ; N.S.U., 1 ; Royal-Enfield, 2 ; Rudge, 1 ; Sachs, 3 ; Saroléa, 1 ; Terrot, 9 ; Triumph, 5 ; Utilla, 1. — Total : 60.

RÉSUMÉ

Marques françaises. — Tourisme, 142 ; camions, 43 ; motocyclettes, 20.

Marques allemandes. — Tourisme, 7 ; camions, 8 ; motocyclettes, 4.

Marques anglaises. — Tourisme, 3 ; motocyclettes, 17.

Marques américaines. — Tourisme, 153 ; camions, 24.

Marques italiennes. — Tourisme, 29, camions, 2.

Marques belges. — Camion 1 ; motocyclettes, 19.

CENTRE DE MAZAGAN

Voitures de tourisme

Buick, 1 ; Chrysler, 3 ; Citroën, 5 ; Fiat, 2 ; Ford, 8 ; Hillmans, 2 ; Peugeot, 4 ; Renault, 2 ; Willys, 2. — Total : 29.

Camions, cars, camionnettes

Citroën, 1 ; Chevrolet, 7 ; Ford, 1 ; Willème, 2. — Total : 11.

Motocyclettes

Monet-Goyon, 1 ; Royal-Enfield, 1 ; Triumph, 1. — Total, 3.

RÉSUMÉ

Marques françaises. — Tourisme, 11 ; camions, 3 ; motocyclettes, 2.

Marques anglaises. — Tourisme, 2 ; motocyclette, 1.

Marques américaines. — Tourisme, 14 ; camions, 8.

Marques italiennes. — Tourisme, 2.

CENTRE DE MEKNES

Voitures de tourisme

Buick, 1 ; Chevrolet, 12 ; Chrysler, 1 ; Citroën, 14 ; Fiat, 3 ; Ford, 26 ; Motobloc, 1 ; Peugeot, 12 ; Renault, 9 ; Willys, 4. — Total : 83.

Camions, cars, camionnettes

Berliet, 1 ; Chevrolet, 4 ; Citroën, 11 ; Ford, 5 ; International-Harvester, 1 ; Renault, 2 ; Saurer, 2. — Total : 26.

Motocyclettes

Alcyon, 1 ; Ariel, 1 ; Condor, 1 ; Dresch, 1 ; F.N., 3 ; New-impérial, 1 ; René-Gillet, 1 ; Royal-Enfield, 1 ; Terrot, 1 ; Thomann, 1. — Total : 12.

RÉSUMÉ

Marques françaises. — Tourisme, 36 ; camions, 17 ; motocyclettes, 6.

Marques américaines. — Tourisme, 44 ; camions, 9.

Marques anglaises. — Motocyclettes, 3.

Marques belges. — Motocyclettes, 3.

Marques italiennes. — Tourisme, 3.

CENTRE DE FES

Voitures de tourisme

Auburn, 3 ; Bellanger, 1 ; Buick, 1 ; Chevrolet, 13 ; Chrysler, 7 ; Citroën, 16 ; Delahaye, 1 ; Donnet, 1 ; Fiat, 2 ; Ford, 13 ; Mathis, 5 ; Motobloc, 1 ; Peugeot, 9 ; Renault, 11. — Total : 84.

Camions, cars, camionnettes

Berliet, 2 ; Blitz, 4 ; Chevrolet, 19 ; Ford, 6 ; Stewart, 1. — Total : 32.

Motocyclettes

Alcyon, 1 ; Ariel, 1 ; Dresch, 1 ; E.R.O., 1 ; F.N., 3 ; New-impérial, 1 ; Royal-Enfield, 1 ; Terrot, 1. — Total : 10.

RÉSUMÉ

Marques françaises. — Tourisme, 45 ; camions, 2 ; motocyclettes, 5.

Marques allemandes. — Camions, 4.

Marques américaines. — Tourisme, 37 ; camions, 26.

Marques anglaises. — Motocyclettes, 2.

Marques belges. — Motocyclettes, 3.

Marques italiennes. — Tourisme, 2.

CENTRE DE MARRAKECH

Voitures de tourisme

Buick, 1 ; Chevrolet, 5 ; Chrysler, 2 ; Citroën, 15 ; De Soto, 1 ; Fiat, 10 ; Ford, 19 ; Panhard-Levassor, 1 ; Peugeot, 5 ; Renault, 16. — Total : 75.

Camions, cars, camionnettes

Chevrolet, 3 ; Panhard-Levassor, 2. — Total : 5.

*Motocyclettes*Alcyon, 1 ; Dollar, 2 ; Dresch, 1 ; Gentil et C^e, 3 ; New-Impérial, 1 ; Peugeot, 2. — Total : 10.

RÉSUMÉ

Marques françaises. — Tourisme, 37 ; camions, 2 ; motocyclettes, 9.

Marques américaines. — Tourisme, 28 ; camions, 3.

Marques italiennes. — Tourisme, 10.

Marque anglaise. — Motocyclette, 1.

CENTRE D'OUJDA

Voitures de tourisme

Chenard et Walcker, 1 ; Chrysler, 1 ; Citroën, 25 ; Ford, 9 ; Hispano-Suiza, 1 ; Mathis, 1 ; Peugeot, 10 ; Renault, 7. — Total : 55.

Camions, cars, camionnettes

Berliet, 1 ; Chevrolet, 4 ; Citroën, 8 ; Ford, 5. — Total : 18.

Motocyclettes

Automoto, 2 ; Christophe, 1 ; New-Impérial, 1 ; Peugeot, 1. — Total : 5.

RÉSUMÉ

Marques françaises. — Tourisme, 45 ; camions, 9 ; motocyclettes, 4.

Marques américaines. — Tourisme, 10 ; camions, 9.

Marque anglaise. — Motocyclette, 1.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES ET TAXE D'HABITATION

Ville de Casablanca-ouest (1^{er} arrd^t)

Les contribuables sont informés que le rôle (2^e émission) des patentes et de la taxe d'habitation de Casablanca-ouest (1^{er} arrd^t), pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Casablanca-ouest (2^e arrd^t)

Les contribuables sont informés que le rôle (3^e émission) des patentes et de la taxe d'habitation de Casablanca-ouest (2^e arrd^t), pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Casablanca (3^e arrd^t, art. 47001 à 48863)

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes et de la taxe d'habitation de Casablanca (3^e arrd^t, art. 47001 à 48863), pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.Ville de Casablanca (5^e arrd^t, art. 83101 à 84862)

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes et de la taxe d'habitation de Casablanca (5^e arrd^t, art. 83101 à 84862), pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Casablanca (5^e arrd^t)

Les contribuables sont informés que le rôle (5^e émission) des patentes et de la taxe d'habitation de Casablanca (5^e arrd^t), pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Casablanca-centre (3^e arrd^t)

Les contribuables sont informés que le rôle (3^e émission) des patentes et de la taxe d'habitation de Casablanca (3^e arrd^t), pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Casablanca (4^e arrd^t)

Les contribuables sont informés que le rôle (5^e émission) des patentes et de la taxe d'habitation de Casablanca (4^e arrd^t), pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Casablanca (5^e arrd^t)

Les contribuables sont informés que le rôle (4^e émission) des patentes et de la taxe d'habitation de Casablanca (5^e arrd^t), pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Centre d'El Hadjeb

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes et de la taxe d'habitation du centre d'El Hadjeb, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Khémisset

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes et de la taxe d'habitation de Khémisset, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Ville de Casablanca (5^e arr^t.) (art. 68.627 à 69.465)

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes et de la taxe d'habitation de Casablanca (5^e arr^t.) (art. 68.627 à 69.465), pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 13 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ville de Casablanca (3^e arr^t.) (art. 53.501 à 55.806)

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes et de la taxe d'habitation de Casablanca (3^e arr^t.) (art. 53.501 à 55.806), pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 2 novembre 1932.

Rabat, le 13 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

PATENTES*Mechra bel Ksiri*

Les contribuables sont informés que le rôle (3^e émission) des patentes de Mechra bel Ksiri, pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Contrôle civil de Salé-banlieue

Les contribuables sont informés que le rôle (2^e émission) des patentes du contrôle civil de Salé-banlieue, pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Contrôle civil de Salé-banlieue

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du contrôle civil de Salé-banlieue, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Tiflet

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de Tiflet, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Contrôle civil de Souk el Arba du Gharb

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Centre d'Azrou

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du centre d'Azrou, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Oued Zem

Les contribuables sont informés que le rôle (2^e émission) des patentes d'Oued Zem, pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ouezzan

Les contribuables sont informés que le rôle (4^e émission) des patentes d'Ouezzan, pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Agadir

Les contribuables sont informés que le rôle (2^e émission) des patentes d'Agadir, pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Contrôle civil des Zaër

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du contrôle civil des Zaër, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Contrôle civil de Rabat-banlieue

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du contrôle civil de Rabat-banlieue, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Contrôle civil de Souk el Arba du Gharb

Les contribuables sont informés que le rôle (3^e émission) des patentes du contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Annexe des Beni M'Tir

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de l'annexe des Beni M'Tir, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

TAXE D'HABITATION*Ville de Taza*

Les contribuables sont informés que le rôle (2^e émission) de la taxe d'habitation de la ville de Taza, pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Ville de Casablanca (3^e arrd^e)

Les contribuables sont informés que le rôle (4^e émission) de la taxe d'habitation de la ville de Casablanca (3^e arrd^e), pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Ville de Casablanca (5^e arrd^e)

Les contribuables sont informés que le rôle (6^e émission) de la taxe d'habitation de la ville de Casablanca (5^e arrd^e), pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 17 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

TAXE URBAINE*Ville de Khémisset*

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Khémisset, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Ville de Casablanca (5^e arrd^e, art. 21001 à 21504)

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Casablanca (5^e arrd^e, art. 21001 à 21504), pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Ville de Casablanca (5^e arron^e.) (art. 38501 à 39107)

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Casablanca (5^e arron^e.) (art. 38501 à 39107), pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 octobre 1932.

Rabat, le 14 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

PRESTATIONS*Cercle de Beni Mellal*

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle des prestations de Beni Mellal (2^e émission), pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

TERTIB ET PRESTATIONS*Oued Zem*

Les contribuables d'Oued Zem sont informés que le rôle du tertib et des prestations des européens, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Sidi ben Nour

Les contribuables de Sidi ben Nour sont informés que le rôle du tertib et des prestations des européens, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 11 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Bureau de Mazagan-banlieue

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations des caïdats des Oulad Faredj (caïd Si Allal ben Brahim) et Oulad Fredj (caïd Driss ben Allal), pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Bureau de Casablanca-banlieue

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations du caïdat de Médiouna, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Bureau des Sraghna Zemrane

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations des caïdats des Oulad Yacoub et Beni Ameer, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Bureau des Doukkala-sud

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations des caïdats des Oulad Amor (caïd Derkaoui) et des Aounat, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Bureau des Ahmar

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations des caïdats des Zerarat et des Zerra, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Tedders

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations du caïdat des Beni Hakem, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Saji-banlieue

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations du caïdat des Behatra-centre, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Cercle de Bou Denib

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations d'Aïn Chair de Bou Denib, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau des Aït Sgougou, à El Hammam

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations des caïdats des Amyin, des Aït Sidi Larbi et des Aït Abdelaziz, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Settât-banlieue

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations du caïdat des Oulad Sidi ben Daoud, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau d'Oulmès

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations du caïdat des Aït Alla, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Bureau de Marrakech

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations du pachalik de Marrakech, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Gourrama

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations du caïdat des Aït Merrouh, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Cercle de Tiznit

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations des caïdats des Chtouka de la plaine (est) et des Chtouka de la plaine (ouest), pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Ghafsai

Les contribuables indigènes sont informés que le rôle du tertib et des prestations du caïdat des Beni Melloul, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 12 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Guercif

Les contribuables des caïdats Haouara, Oulad Raho, Ahl Rechida sont informés que le rôle du tertib et des prestations des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 octobre 1932.

Rabat, le 17 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Taza-banlieue

Les contribuables des caïdats Beni Oujjine, Ghiata de l'est, Ghiata de l'ouest et Meknassa sont informés que le rôle du tertib et des prestations des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 octobre 1932.

Rabat, le 17 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Settât-banlieue

Les contribuables du caïdat de Bouziri sont informés que le rôle du tertib et des prestations des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 octobre 1932.

Rabat, le 17 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Bureau des Oulad Saïd

Les contribuables du caïdat de Hédami sont informés que le rôle du tertib et des prestations des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 octobre 1932.

Rabat, le 17 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Tedders

Les contribuables du caïdat de Haouerrane sont informés que le rôle du tertib et des prestations des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 octobre 1932.

Rabat, le 17 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Safi-banlieue

Les contribuables du caïdat de Rebia-nord sont informés que le rôle du tertib et des prestations des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 octobre 1932.

Rabat, le 17 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau du Loukkos

Les contribuables du caïdat de Masmouda sont informés que le rôle du tertib et des prestations des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 octobre 1932.

Rabat, le 17 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Bureau de Sraghna-Zemrane

Les contribuables des caïdats Oulad Sidi Rahal, Oulad Khallouf, Ahl Ghaba sont informés que le rôle du tertib et des prestations des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 octobre 1932.

Rabat, le 17 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Sidi Ali d'Azemmour

Les contribuables du caïdat des Haouzia sont informés que le rôle du tertib et des prestations des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 octobre 1932.

Rabat, le 17 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ville d'Agadir

Les contribuables du pachalik sont informés que le rôle du tertib et des prestations des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 24 octobre 1932.

Rabat, le 17 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

TERTIB*Bureau d'Erfoud*

Les contribuables du caïdat Arab Sebbah sont informés que le rôle du tertib des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 octobre 1932.

Rabat, le 17 octobre 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

SERVICE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DU TRAVAIL ET DE L'ASSISTANCE**Office marocain de la main-d'œuvre**

Semaine du 3 au 9 octobre 1932.

A. — STATISTIQUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT

VILLES	PLACEMENTS RÉALISÉS					DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES					OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES				
	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL
	Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains	
Casablanca	69	17	23	64	173	33	»	2	»	35	11	»	24	8	43
Fès.....	2	41	1	4	48	15	53	1	7	76	4	»	1	4	9
Marrakech.....	»	1	»	1	2	4	21	»	»	25	1	1	»	1	3
Meknès.....	4	3	3	1	11	5	5	2	»	12	1	»	»	»	1
Oujda.....	1	2	6	2	11	16	6	2	1	25	12	»	2	»	14
Rabat.....	4	2	4	9	19	22	3	4	1	30	2	4	4	4	14
TOTAUX	80	66	37	81	264	95	88	11	9	203	31	5	31	17	84

B. — STATISTIQUE DES DEMANDES D'EMPLOI PAR NATIONALITE

VILLES	Citoyens Français	Sujets Français	Marocains	Espagnols	Italiens	Portugais	Divers	TOTAL
Casablanca	64	»	81	20	25	10	8	208
Fès	14	1	102	2	1	»	»	120
Marrakech	4	»	22	»	»	»	»	26
Meknès	7	1	6	1	1	»	»	16
Oujda	13	»	10	9	1	»	»	33
Rabat	23	»	13	4	2	1	1	44
TOTAUX	125	2	234	36	30	11	9	447

ETAT DU MARCHÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Pendant la semaine du 3 au 9 octobre, les bureaux de placement ont réalisé dans l'ensemble un nombre de placements sensiblement égal à celui de la semaine précédente (264 au lieu de 261).

Il ressort du tableau ci-dessus que le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est légèrement inférieur à celui de la semaine précédente (203 contre 215) et que celui des offres d'emploi non satisfaites a nettement diminué (84 contre 122).

A Casablanca, le marché de la main-d'œuvre a présenté une grande activité, au cours de cette semaine. Les offres d'emploi ont été nombreuses, en ce qui concerne, notamment, les menuisiers ou demi-menuisiers, les électriciens, maçons ou boiseurs ainsi que le personnel d'hôtel. La presque totalité de ces offres a pu recevoir satisfaction. Malheureusement certaines maisons de commerce ont dû réduire leur personnel.

A Fès, on ne signale aucun changement dans la situation du marché du travail. Cependant les offres d'emploi de domestiques dépassent les demandes.

A Marrakech, le nombre des demandes d'emploi dépasse celui des offres. Toutefois, le bureau de placement n'a pu satisfaire les offres suivantes : 1 charron, 1 cuisinier, 1 cuisinière.

A Meknès, la main-d'œuvre est abondante dans les professions commerciales et agricoles ; dans la métallurgie, les bons spécialistes se placent facilement. Le bureau de placement n'a pu satisfaire une offre d'emploi de demi-ouvrier électricien.

A Oujda, la situation n'a subi aucun changement ; le marché de la main-d'œuvre a fonctionné normalement au cours de cette semaine.

A Rabat, la situation n'a subi aucun changement depuis la semaine dernière. Le placement des européens reste difficile.

Assistance aux chômeurs. — Pendant la période du 4 au 10 octobre inclus, il a été distribué au fourneau économique par la Société française de bienfaisance de Casablanca, 3.278 repas. La moyenne quotidienne des repas servis a été de 468 pour 75 chômeurs et leur famille. En outre, une moyenne quotidienne de 35 chômeurs a été hébergée à l'asile de nuit et 30 chômeurs ont été employés sur le chantier municipal.

A Meknès, le chantier municipal occupe 37 chômeurs, dont 7 Français, 22 sujets français, 7 Espagnols et 1 Suisse.

A Oujda, le chantier municipal occupe 29 chômeurs.

A Rabat, il a été distribué 632 repas aux chômeurs ; en outre, une moyenne quotidienne de 16 chômeurs européens et 7 chômeurs indigènes ont été hébergés à l'asile de nuit.

CHEMINS DE FER

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES HEBDOMADAIRES

Année 1932

RÉSEAUX	RECETTES DE LA SEMAINE						DIFFÉRENCES EN FAVEUR DE				RECETTES À PARTIR DU 1 ^{er} JANVIER				DIFFÉRENCES EN FAVEUR DE			
	1932		Kilomètres exploités	1931		1932		Proportion p. %	1931		1932		Proportion p. %	1932		Proportion p. %	1931	
	Recettes brutes	Par kilomètre		Recettes brutes	Par kilomètre	Sur recettes brutes	Proportion p. %		Sur recettes brutes	Proportion p. %	Recettes brutes	Par kilomètre		Recettes brutes	Par kilomètre		Sur recettes brutes	Proportion p. %
RECETTES DU 15 AU 21 JUILLET 1932 (29^e Semaine)																		
Tanger-Fès . . .	Zone française . .	204	556.900	2.729	204	395.000	1.936	161.900	40		9.576.800	48.415	9.864.300	48.354	12.500			
	Zone espagnole . .	93	98.900	957	93	31.200	335			7.300	30	766.200	8.238	1.070.800	11.513	304.600	39	
	Zone tangerine . .	18	8.900	383	18	9.200	511			2.300	33	205.800	11.438	209.700	11.650	2.900	1	
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc . . .		579	1.465.900	2.552	579	1.779.800	3.074			313.900	18	3.616.500	66.693	41.582.800	71.818	2.964.300	7	
id. (Guercif-front. algérienne)		182	144.070	791								3.142.035	17.263					
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc oriental		122	5.700	46	122	3.550	29	2.150	60			153.500	1.258	138.490	1.134	15.010	10	
Régie des chemins de fer à voie de 0.60		861	306.050	355	1.321	483.610	366			177.563	58	8.421.500	9.781	13.459.250	10.188	5.037.650	59	
RECETTES DU 22 AU 28 JUILLET 1932 (30^e Semaine)																		
Tanger-Fès . . .	Zone française . .	204	379.000	1.857	204	574.800	2.815			195.300	50	10.255.800	50.273	10.435.600	51.169	182.800	1	
	Zone espagnole . .	93	31.500	338	93	31.700	340			200		797.700	8.577	1.102.500	11.854	304.800	38	
	Zone tangerine . .	18	9.300	516	18	15.800	877			6.500	69	216.100	12.003	225.500	12.527	9.400	4	
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc . . .		579	1.424.800	2.461	579	1.532.800	2.647			108.000	7	40.041.300	69.156	43.115.600	74.465	3.074.300	7	
id. (Guercif-front. algérienne)		182	182.030	1.000								3.324.063	18.204					
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc oriental		122	11.190	92	122	14.070	120			3.440	31	164.690	1.349	153.060	1.254	11.530	7	
Régie des chemins de fer à voie de 0.60		861	311.820	362	1.321	505.830	382			194.010	62	8.733.410	10.143	13.905.080	10.572	5.294.650	59	
RECETTES DU 29 JUILLET AU 4 AOUT 1932 (31^e Semaine)																		
Tanger-Fès . . .	Zone française . .	204	422.200	2.068	204	425.600	2.086			3.400		10.078.000	52.313	10.564.200	53.255	186.200	1	
	Zone espagnole . .	93	31.800	335	93	38.400	412			7.200	23	824.900	8.912	1.140.900	12.267	312.000	37	
	Zone tangerine . .	18	10.600	588	18	12.500	694			1.900	17	226.700	12.594	238.000	13.222	11.800	5	
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc . . .		579	1.535.500	2.652	579	1.582.000	2.732			46.500	3	41.576.500	71.303	44.697.600	77.197	3.120.800	7	
id. (Guercif-front. algérienne)		182	99.830	549								3.423.500	18.813					
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc oriental		122	50.330	413	122	6.090	50	44.240	725			215.020	1.762	159.150	1.304	55.870	35	
Régie des chemins de fer à voie de 0.60		861	320.220	372	1.321	471.970	433			151.750	47	9.053.030	10.515	14.437.050	10.568	5.383.420	59	